



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} septembre.

Province Orientale : une entreprise minière va scolariser 380 élèves de Djugu. La Coopérative minière pour le développement (Coomid) va payer les frais scolaires et acheter des manuels scolaires à trois cent quatre-vingt élèves de l'École primaire Ituri, dans le territoire de Djugu. Une promesse dont le début de réalisation a commencé avant la rentrée scolaire prévue le 8 septembre. Le coût des frais de scolarisation de tous ces élèves est évalué à 20 000 dollars américains. Coomid s'engage à scolariser ces élèves pour les dissuader de travailler dans les mines d'or. De nombreux enfants ne vont pas à l'école ou la quittent pour accompagner leurs parents dans l'exploitation artisanale de l'or. « Dans ce coin, beaucoup de jeunes gens creusent de l'or, ils trouvent un peu d'argent et puis ils s'enivrent, ils n'étudient pas. Après, ce seront eux qui seront utilisés dans des milices. Mon grand souci est de voir ces jeunes gens reprendre le chemin de l'école parce que ce sont eux qui vont faire la relève de demain », affirme Augustin Mudibantu, administrateur-directeur général de Coomid. Vendredi dernier, les dirigeants de l'école primaire de l'Ituri ont reçu la première tranche des frais scolaires de tous ces élèves. Ils ont aussi reçus des cahiers, des stylos, des crayons, des journaux de classe et des sacs à distribuer gratuitement à tous les écoliers dès la rentrée scolaire. Mais un enseignant de cette école craint tout de même que certains élèves soient davantage attirés par l'appât du gain. L'école primaire Ituri située à plus de 100 km de Bunia. Elle est une école publique conventionnée catholique, qui emploie 10 enseignants. (Radio Okapi)

RDC : Jean-Claude Muyambo, de la Majorité, est opposé à la révision de la constitution. Le parti de la majorité Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (Scode) est opposé à la révision de la constitution. Son président, Jean-Claude Muyambo, a déclaré samedi 30 août qu'il s'opposait à une révision de la constitution avant les élections pour préserver « la paix et l'harmonie des institutions ».

Kinshasa : rentrée scolaire incertaine pour de nombreuses familles. La rentrée scolaire 2014-2015 reste incertaine pour de nombreuses familles kinoises. A une semaine du jour J, soit le 8 septembre prochain, de nombreux parents sont encore loin d'avoir réuni les fournitures scolaires ou les acomptes pour le minerval. Notre reporter a rencontré des parents vivant dans les quartiers périphériques de l'Est de la capitale. La plupart se disent perdus face à l'imminence de cette rentrée.

Pweto : une ONG réclame la scolarisation des enfants sortis des groupes armés. A la veille de la rentrée scolaire, l'ONG Libertas tire la sonnette d'alarme sur la situation d'une centaine d'enfants sortis des groupes armés dans le territoire de Pweto. Selon cette organisation, 178 enfants ont été sortis des groupes armés dans ce territoire du Katanga entre 2013 et 2014.

Décès du général Bahuma: marche de protestation des étudiants à Goma. Les étudiants de l'Université de Goma (Unigom), au Nord-Kivu, ont boycotté les cours lundi 1er septembre dans la matinée. Ils ont organisé une marche de protestation dans les rues de la ville volcanique pour exiger l'ouverture d'une enquête minutieuse sur la mort du général-major Lucien Bahuma Ambamba. Le commandant de la 8^e région militaire est décédé samedi 30 août à Pretoria, en Afrique du Sud, des suites d'un accident vasculaire cérébral (AVC).

Ituri : le PPRD lance une campagne en faveur de la révision constitutionnelle. Le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) a lancé samedi 30 août une campagne de sensibilisation sur la nécessité de changer certaines dispositions de la Constitution. L'article le plus

visé est le 220 qui portent notamment sur le nombre et la durée du mandat du Président de la République. Les partis politiques de l'opposition promettent d'infliger un échec au 1er parti de la Majorité présidentielle, plate-forme de soutien au chef de l'Etat Joseph Kabila, dans cette campagne.

Kanyabayonga : le centre de santé réclame le paiement des factures des FDLR démobilisés. Le centre de santé de référence de Kanyabayonga réclame le paiement des factures des soins médicaux des éléments démobilisés FDLR et leurs dépendants dans cette cité du Nord-Kivu. Selon l'administrateur gestionnaire de cette structure sanitaire, ces démobilisés ont accumulé une dette de plus de 750 dollars américains entre juin et fin août dernier. Il affirme que son institution connaît actuellement des carences en médicaments suite à cette situation. Ces FDLR qui avaient volontairement déposé les armes sont hébergés dans un camp de transit appréché par la Monusco.

Bas-Congo: la société civile plaide pour une nouvelle réglementation des taxis-motos. La Nouvelle société civile du Congo (NSCC) au Bas-Congo appelle l'assemblée provinciale à voter un édit devant régler la circulation des taxis-motos dans les grandes agglomérations de cette province. Le vice-coordonateur provincial de cette structure, Simon Nsilulu, a formulé cette demande, au cours d'un point de presse, organisé dimanche 31 septembre, à Matadi, capitale du Bas-Congo.

RDC: ouverture de la 3e édition de l'université internationale Redd+. La 3e édition de l'université internationale Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (Redd+) s'est ouverte lundi 1er septembre à Kinshasa. Ce forum vise des échanges et des partages d'expériences sur la mise en œuvre de ce processus en RDC. L'objectif final est de permettre au pays de s'engager dans un véritable chantier national de transformation, cohérent, intégré et novateur, qui réconcilie la dynamique du développement économique avec celle de la protection de l'environnement et de l'épanouissement de la population. L'université internationale de la Redd+ vise la montée en puissance collective des parties prenantes congolaises sur la question de réduction des émissions. Les deux précédentes éditions de l'université Redd+ ont porté sur la présentation des concepts liés à la Redd+, le plan de préparation et l'élaboration de la stratégie nationale. Au cours de cette 3e édition, le ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme veut connecter et renforcer les réseaux de connaissance et d'expérience en RDC et dans la région. Pendant cinq jours, les participants venus de toutes les provinces de la RDC, de plusieurs structures et d'une dizaine de pays africains, devront donc renforcer la dimension participative du processus Redd+. (Radio Okapi)

La RDC inaugure son Institut national des sports en octobre. Agréé par les autorités congolaises depuis 1998, l'Institut national des sports (INS) va finalement lancer les enseignements le 27 octobre dans le site du stade Tata Raphaël, commune de Kalamu, à Kinshasa. Les inscriptions commencent le 8 septembre et l'année académique s'ouvre officiellement le 20 octobre comme dans les autres instituts supérieurs du pays. Le fonctionnement de cette école est édicté par la nouvelle loi sportive. A l'initiative du gouvernement congolais, cette école organise la filière académique et professionnelle. Dans la filière académique, il y a deux options: Sciences et techniques des sports et celle de Gestion et administration des sports. Concernant la filière professionnelle, deux options sont également organisées, à savoir : la technique et la méthodologie de l'entraînement de haut niveau et la gestion des structures et compétitions sportives. Pour prendre part à la filière professionnelle, il faut être un sportif attitré. Pour Barthelemy Okito, cet institut entend appuyer les mouvements sportifs congolais et il doit travailler en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) pour renforcer les capacités des cadres sportifs. (Radio Okapi)

Mardi 2 septembre.

RDC: 31 morts, nouveau bilan de l'épidémie d'Ebola. Les nouvelles statistiques de l'épidémie à virus d'Ebola, qui sévit dans l'aire de santé de Djera dans la province de l'Equateur, font état de 31 morts sur 53 cas enregistrés, a indiqué lundi 1er septembre à Mbandaka le ministre de la Santé publique, Félix Kabange Numbi. Seule l'aire de santé de Djera reste touchée et la situation est sous contrôle grâce aux mesures de contingence mises en place par le gouvernement congolais, a-t-il souligné.

Nord-Kivu: rentrée scolaire hypothétique dans plusieurs localités de Beni. La rentrée scolaire prévue lundi 8 septembre est hypothétique dans plusieurs localités et villages de Beni. Selon des sources de la société civile de ce territoire du Nord-Kivu, une dizaine d'écoles primaires et secondaires détruites pendant l'occupation des rebelles ougandais de l'ADF sont très endommagées.

Goma: deux militaires de la garde républicaine condamnés à 10 et 3 ans de prison. La cour militaire opérationnelle de Goma a condamné lundi 1er septembre deux militaires du régiment blindé de la garde républicaine. Ils ont été reconnus coupables de destruction volontaire de munitions de guerre, violations de consignes et abandon de poste. Le sergent Matthieu Kindanda Ngolika, écope de

dix ans de prison ferme. Ce sous-officier conduisait un véhicule transportant des munitions. Alors que le convoi dans lequel était le véhicule s'était arrêté, il a allumé une cigarette. Le mégot de cigarette laissé tomber dans la cabine a occasionné une explosion et entraîné la destruction de toute la cargaison estimée à plus de dix tonnes de munitions. Dans son réquisitoire, le ministère public a fait savoir qu'il s'agissait d'un acte délibéré commis par ce soldat. Le deuxième condamné, Mukalay Dibilo, a été reconnu coupable d'abandon de poste et de violation de consignes. Il a été condamné à trois ans de servitude pénale principale. (Radio Okapi)

RDC-Rwanda: fin de la démarcation de la frontière terrestre. A l'issue d'une opération menée du 26 au 30 août dernier, la commission mixte constituée d'experts congolaise et rwandais ont identifié vingt-deux bornes à la frontière terrestre des deux pays. Certaines bornes sont physiquement visibles alors que d'autres n'ont été identifiées que grâce à leurs positionnements géographiques. « Nous nous sommes basés sur les coordonnées géographiques qui se trouvent sur le protocole d'accord de 1911. Il y a des bornes qui étaient cassées mais les vestiges ont été trouvés. La borne 22 a été trouvée sur le mont Heru à Kibumba », a affirmé Roger Rachidi Tumbula, le délégué du gouvernement provincial du Nord-Kivu dans la commission mixte. La prochaine étape consistera à planifier une opération similaire pour les frontières lacustres sur le lac-Kivu, a-t-il ajouté. « Sur le lac, il suffira d'avoir des hors-bords avec des GPS, on pourra retrouver des coordonnées géographiques», a assuré Rachidi Tumbula. (Radio Okapi)

Kasaï-Occidental: une vingtaine de disparus dans un naufrage sur la rivière Lulua. Une vingtaine de passagers sont portés disparus après le naufrage d'une pirogue motorisée lundi 1er septembre dans la rivière Lulua au niveau de Lwebo (Kasaï-Occidental). On dénombre également un mort et douze rescapés. Des sources locales indiquent que les recherches se poursuivent pour retrouver les personnes disparues. Le nombre de passagers à bord de l'embarcation n'est pas connu.

L'UNPC dénonce les menaces de mort contre un journaliste du Maniema. L'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) dénonce les menaces de mort contre Kasimu Malipizi bin Mussa, journaliste et directeur intérimaire de la Radio communautaire Maniema Liberté (RTC/Mali). Dans un communiqué publié lundi 1er septembre à Kindu, l'UNPC indique que depuis le 28 août, le journaliste reçoit des appels et des SMS anonymes le menaçant de mort.

Katanga: 20 cas de diarrhée signalés dans un train bloqué à Kongolo. Vingt cas de diarrhée dont un décès ont été signalés dans un train de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), bloqué depuis six jours à Kongolo, sur l'axe ferroviaire Lubumbashi-Kindu. D'après un médecin qui voyage à bord de ce train et qui aide les malades, cette diarrhée est due à la consommation de l'eau impropre de la rivière Lualaba et aux mauvaises conditions hygiéniques dans la Gare de Kongolo.

Lutte contre les viols commis par des soldats: la RDC vante ses efforts. Pour prévenir ces violences, le gouvernement sensibilise les soldats sur la gravité du viol et ses conséquences sociales et psychologiques pour les victimes, et accentue "la lutte contre l'impunité", a assuré à la presse Geneviève Inagosi, ministre du Genre et de la Famille. Le gouvernement s'efforce également de venir en aide aux victimes en cherchant à favoriser "la réinsertion économique et la réparation judiciaire", a-t-elle ajouté lors d'une conférence de presse animée par l'ONU et le gouvernement, en présence de plusieurs officiers. "Les violences sexuelles existent chez nous au-delà des limites tolérables", a souligné le ministre de la Défense, Alexandre Luba Ntambo. Selon lui, l'armée veut "informer et sensibiliser (ses troupes) sur les conséquences des viols et violences sexuelles sur les femmes et sur le pays". "La RDC a un plan clairement défini dans sa lutte contre les violences sexuelles incluant un mécanisme de suivi et d'évaluation", a estimé la représentante spéciale de l'ONU chargée des violences sexuelles, Zainab Bangura, promettant que les Nations unies allaient continuer à soutenir ce plan. Les viols sont particulièrement répandus dans l'est de la RDC, commis aussi bien par les nombreux groupes armés qui sévissent dans cette région depuis plus de 20 ans que par les troupes régulières qui les combattent. (L'Express)

RDC: 58 cas cumulés d'Ebola en neuf jours à Djera. Environ 58 cas cumulés de virus à Ebola, dont 31 décès, ont été enregistrés en neuf jours dans la zone de santé de Djera, en territoire de Boende, à plus de 600 km au Nord de Mbandaka (Equateur). Sur ces statistiques, il y a 13 cas confirmés, 22 probables et 23 suspects. Environ 291 personnes ont été en contacts avec les malades dont 285 ont été vues. Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange Numbi, a communiqué ces chiffres, mardi 2 septembre, à Radio Okapi.

Isangi: 2 morts dans une série de naufrages sur le fleuve Congo. Deux personnes sont mortes et plus de 30 tonnes de marchandises englouties dans l'eau au cours d'une série de trois naufrages des baleinières et hors-bords survenus sur le fleuve Congo sur axe Basoko – Isangi – Kisangani en une

semaine. L'union des organisations des producteurs agricoles des territoires d'Isangi et Basoko l'a annoncé mardi 2 septembre matin, déplorant l'impact négatif des accidents de navigation sur l'économie locale.

Insécurité au Sud-Kivu: 4 600 Congolais se réfugient au Burundi. Plus de 4 600 Congolais ont été déjà accueillis par le Burundi comme demandeurs d'asile durant le 1er semestre de cette année. L'office burundais de protection des réfugiés et des apatrides affirme avoir accordé l'asile à plus de 1 700 d'entre eux durant cette période. Cette population congolaise dit fuir l'insécurité grandissante dans les localités du territoire de Fizi et dans la plaine de la Ruzizi à Uvira au Sud-Kivu.

Nord-Kivu: le général Emmanuel Lombe succède à Lucien Bahuma. Le général de brigade Emmanuel Lombe est le nouveau commandant de la 8ème région militaire au Nord-Kivu. Cet officier militaire succède ainsi au général Lucien Bahuma Ambamba, décédé samedi des suites d'un Accident vasculaire cérébral (AVC) en Afrique du Sud. Le nouveau promu a tenu sa première réunion de prise de contact mardi 2 septembre à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, avec les officiers des FARDC et le commandant de la brigade des casques bleus de la Monusco. Technicien de formation, cet officier supérieur est issu de l'Ecole de formation des officiers (Efo) à Kananga (Kasaï-Occidental). Il a notamment commandé l'opération "Rudiya 2", contre les rebelles ougandais de la LRA à Dungu, dans la Province Orientale de 2011 à 2013. (Radio Okapi)

Mercredi 3 septembre.

Equateur : le ministre de la Santé confirme la rentrée scolaire. Sur l'ensemble de la province de l'Equateur, la rentrée scolaire aura bien lieu le 8 septembre sauf dans le territoire de Boende où elle sera différée d'une semaine ou de deux. Le ministre de la Santé, Félix Kabange a fait cette déclaration mardi 2 septembre pour rassurer les parents qui s'inquiétaient de l'épidémie d'Ebola qui sévit dans le Nord-est de cette province.

Bas-Congo : la société civile réclame l'implantation d'un hôpital public à Lukala. La nouvelle société civile de Lukala plaide pour l'implantation d'un hôpital public et d'une morgue dans cette cité du Bas-Congo. Son président, Paulin Mantuidi, a déclaré mardi 2 septembre que la population de cette cité, évaluée à 40 000 personnes, éprouve des difficultés financières pour se faire soigner dans des centres de santé privés.

Des agents en arrêt de travail au ministère des Affaires étrangères. Les agents du ministère des Affaires Etrangères ont observé, mardi 2 septembre, un arrêt de travail. Ils revendiquent notamment la nomination définitive d'un secrétaire général de leur choix, la bancarisation de leurs primes et des promotions en grade. Pour le vice-ministre des Affaires étrangères, Célestin Tunda ya Kasende, toutes ces revendications ne sont pas fondées.

Haut Uélé : 4 300 personnes sont mortes de paludisme au premier semestre. Une campagne de distribution de moustiquaires imprégnées est organisée depuis mardi 2 septembre dans le district du Haut Uélé en Province Orientale. Près de 453 000 ménages doivent recevoir ces moustiquaires pour prévenir le paludisme. Selon le docteur Eugène Kumbodimo, médecin chef de ce district sanitaire, 4 304 personnes sont mortes de malaria pendant le premier semestre de cette année dans cette partie de la Province Orientale.

Deux journées sans université à Beni en mémoire du général Bahuma. Les étudiants de Beni ont décrété mercredi deux «journées sans université» en mémoire du général Lucien Bahuma, décédé le 30 août dernier en Afrique du Sud, et de l'un de ses commandants d'unité, le colonel Mamadou Ndala tué à Beni le 2 janvier 2014.

Pénurie d'eau potable à Mbuji-Mayi. Plusieurs quartiers de la ville de Mbuji-Mayi au Kasaï-Oriental sont privés d'eau potable depuis plus d'une dizaine de jours faute d'électricité dans la ville. Des responsables de la Regideso qui assure la distribution de l'eau potable dans plusieurs quartiers indiquent que les machines de l'entreprise ne peuvent pas fonctionner sans électricité.

Pas d'Ebola au Katanga, assure le gouvernement provincial. Le Katanga n'a enregistré aucun cas d'Ebola, a assuré mardi 2 septembre le ministre provincial de la Santé, Ilunga Ndjoloko. Au cours d'une réunion avec les responsables des structures sanitaires et les médias de Lubumbashi, il a indiqué qu'un cas suspect a été détecté à Malemba Nkulu et les échantillons ont été envoyés à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) à Kinshasa et à Franceville (Gabon). En attendant les résultats, il a souligné que seul son ministère est autorisé à livrer des informations sur cette épidémie.

Moba: des policiers et militaires condamnés pour meurtre, viols et extorsion. Le tribunal militaire de la garnison de Kalemie siégeant en chambre foraine à Moba (Katanga) a condamné, mercredi 3 septembre, le policier Rashidi à la peine capitale pour meurtre. A la même audience, le brigadier Jean Musoka et l'agent de police principale, Sangwa Mugalu, accusés de viol, ont écopé de 10 ans de servitude pénale principale. L'adjutant des Forces armées de la RDC, Mampuya poursuivi pour extorsion et rébellion, a été condamné à 5 ans de servitude pénale principale tandis que le caporal Kisimba, accusé d'extorsion et dissipation de munitions de guerre, a eu trois ans de servitude pénale principale. (Radio Okapi)

RDC: Kobler déplore des «blocages» dans l'opération militaire contre les FDLR. Le patron de la Monusco, Martin Kobler, a déploré des «blocages» dans les opérations militaires contre les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) dans l'Est de la RDC. Il l'a déclaré mercredi 3 septembre au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies. «Nous avons un mandat de neutraliser les groupes armés. Les FDLR doivent arrêter sans condition. Entre 2002 et maintenant, on a rapatrié 11 117 FDLR au Rwanda. Cette année, on avait un blocage. La première raison, c'est l'offre de la CIRGL et la SADC [leur accordant six mois pour désarmer volontairement]. Ils disent: 'la pression militaire s'arrête et puis on fait la réédition volontaire'. On a le temps jusqu'au mois de janvier de l'année prochaine. C'est ce qui bloque», a déclaré le patron de la Monusco. Martin Kobler a accusé également ces rebelles rwandais de bloquer ce processus en exigeant des garanties qu'ils participeraient au processus politique, une fois retournés au Rwanda. En début août dernier, le patron de la Monusco avait recommandé aux FDLR, y compris leurs dirigeants, de désarmer. Il avait lancé cet appel lorsqu'il présentait le rapport sécuritaire sur la RDC devant les 15 membres du Conseil de sécurité. Dans son discours, Martin Kobler avait même recommandé des actions militaires contre ceux qui ne veulent pas déposer les armes [les rebelles rwandais des FDLR] et contre ceux qui continuent de commettre des violations des droits de l'homme. Selon le chef de la Monusco, la fin des FDLR marquera «un tournant qui va changer fondamentalement la situation de sécurité dans l'est de la RDC et dans la région». Ces rebelles rwandais sont notamment accusés de continuer de commettre de diverses exactions sur les populations civiles dans l'Est de la RDC. (Radio Okapi)

Loi d'amnistie: 272 nouveaux bénéficiaires sont connus. Le gouvernement annonce mercredi 3 septembre une nouvelle vague des personnes bénéficiaires de la loi d'amnistie du 11 février dernier. 272 personnes, dont la majorité est constituée d'anciens rebelles du M23, sont amnistiées, selon le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende. Tous ceux qui ont déjà signé l'acte d'engagement et dont les dossiers sont en cours de traitement au ministère de la Justice seront amnistiés, a-t-il poursuivi, quel que soit le temps que cela prendra.

Jeudi 4 septembre.

La Monusco et les FARDC envisagent une opération militaire contre la FRPI de Cobra Matata. La Monusco et les FARDC ont opté pour une action militaire conjointe afin de neutraliser le chef milicien Cobra Matata et son groupe armé la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans la collectivité de Walendu-Bindi. Le général Fal Sikabwé, commandant de la zone opérationnelle des FARDC en Ituri, et Martin Kobler, le Chef de la Monusco, l'ont annoncé mercredi 3 septembre. Cobra Matata dit être au courant de ces intentions de guerre et promet de se battre.

Aviation sans frontières suspend ses vols à l'Equateur. L'ONG Aviation sans frontière (ASF) de la France, qui desservait l'Equateur par ses vols humanitaires depuis 2006 vient de suspendre ses vols dans cette province. La mesure est entrée en vigueur mercredi 3 septembre. Son représentant en RDC, Constant Mpisuli justifie cette mesure par le manque de financement par les bailleurs, citant notamment le Pooled Fund des Nations unies que coordonne le bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha).

Les agents de l'administration publique sensibilisés sur l'indice de développement humain. L'indice de développement humain (IDH) publié par le PNUD classe chaque année les pays selon leurs niveaux de vie. La RDC se place souvent vers le bas du classement notamment parce que les statistiques officielles ne sont pas toujours communiquées. Pour redresser cette situation, le ministère du Plan de la RDC a organisé, mercredi 3 septembre à Kinshasa, un atelier de formation sur l'IDH destiné aux agents de l'administration publique congolaise.

Katanga: la police saisit 90 tonnes de minerais volés à Tenke Fungurume. La police des mines a saisi, en deux mois, plus de 90 tonnes de minerais volés dans les installations de l'entreprise minière Tenke Fungurume Mining (TFM), à 200km de Lubumbashi (Katanga). Les responsables de cette

société ont livré cette information, mardi 2 septembre, à une délégation de la Monusco/Lubumbashi en mission dans cette contrée du Katanga.

Le ministre de l'EPSP rappelle l'interdiction de vente de fournitures scolaires à l'école. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) rappelle l'interdiction de vente de fournitures scolaires par les écoles. Maker Mwangu l'a redit mercredi 3 septembre au cours d'une réunion de ses services avec les présidents des comités nationaux des parents. Cette rencontre entre dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2014-2015 prévue lundi 8 septembre prochain.

Conflit ethnique au Katanga : 300 déplacés pygmées transférés de Kasonsa à Ankoro. 300 déplacés pygmées ont été transférés de Kasonsa vers la cité d'Ankoro, à 113 km à l'Ouest de Manono (Katanga). Selon les autorités du poste d'encadrement administratif d'Ankoro, ces pygmées reçoivent des menaces des populations autochtones Bantous. 400 autres Pygmées attendent aussi d'être transférés. A Kasonsa, à 17 km d'Ankoro, où ils étaient regroupés, ces déplacés, sans abris, vivaient dans des conditions difficiles. A Ankoro, ils sont hébergés dans un établissement scolaire de la place. La majorité de ces déplacés sont originaires de Nyunzu et Kabalo, qu'ils ont fuis suite à plusieurs mois de conflits avec des populations Bantous, qui avaient débouché sur des violences en août dernier. (Radio Okapi)

RDC : le groupe parlementaire UDPS&Alliés menace de boycotter la session de septembre. Le groupe parlementaire UDPS&Alliés risque de ne pas effectuer la rentrée parlementaire de septembre, a menacé jeudi 4 septembre, Jean-Claude Vuemba le vice-président de ce regroupement si le député Ewanga de l'UNC n'est pas libéré. Il réclame aussi le rétablissement de deux tours de la présidentielle supprimé en 2011 avant la présidentielle.

RDC: la SNCC veut rétablir le trafic entre le Katanga et le Kasai-Oriental. La Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) promet de retablir le trafic entre le Katanga et la province du Kasai-Oriental. L'administrateur-délégué général adjoint de cette entreprise ferroviaire, Vincent Tshongo, l'a affirmé jeudi 4 septembre au cours d'une réunion avec les membres de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) à Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental). Le numéro deux de la SNCC bouclait une mission de deux jours au Kasai-Oriental, où il a sensibilisé les travailleurs et la délégation syndicale de la SNCC de Mbuji-Mayi et de Mwene-Ditu. Il a exprimé la volonté de la SNCC de se rapprocher davantage de ses clients à qui il promet un service de qualité. «Nous allons nous employer à améliorer les relations avec nos clients. Nous avons établi une feuille de route et il y aura des évaluations trimestrielles et les performances seront évaluées à l'occasion de ces rencontres », a poursuivi l'administrateur-délégué général adjoint de la SNCC. Vincent Tshongo a par ailleurs promis d'améliorer les délais d'acheminement des marchandises entre le réseau ferroviaire qui relie le Katanga au Kasai-Oriental. L'entreprise compte aussi améliorer le transport des marchandises qui proviennent de la partie Sud du réseau. Plusieurs produits manufacturés traînent dans le magasin de la SNCC à Lubumbashi faute de voies sûres pour le transport. (Radio Okapi)

Bumba : la nouvelle société civile déplore l'absence de mesures préventives contre Ebola. La nouvelle société civile de Bumba déplore l'absence de mesures préventives contre l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit à Djera, dans la province de l'Equateur. Cette maladie est apparue pour la première fois dans ce territoire, en localité de Yambuku, en 1976. La population craint le retour de l'épidémie qui, selon des sources médicales, avaient alors fait plus de 2 000 morts.

Nord-Kivu : la Monusco récupère 258 armes à Rutshuru. Les casques bleus de la Monusco ont récupéré, entre le 8 mai et le 24 août dernier, deux cent cinquante-huit armes individuelles et lourdes ainsi que plusieurs munitions de guerre dans des caches d'armes dans les secteurs de Chanzu et Rumangabo, en territoire de Rutshuru au Nord-Kivu.

Katanga: 2 personnes meurent de diarrhée parmi les passagers d'un train à Kongolo. Douze patients atteints de diarrhée ont été reçus à l'hôpital général de référence de Kongolo (Katanga). Deux d'entre eux sont décédés. Les malades font partie des passagers du train Palme d'Or de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), qui dessert la ligne Lubumbashi-Kindu. Ce véhicule est à son huitième jour de détresse dans la localité de Kongolo.

RDC: le gouvernement veut doter la police d'un centre anti-criminalité à Kinshasa. Le gouvernement va bientôt doter la police nationale d'un centre de détection et d'un numéro vert, le 112, pour lutter contre la criminalité à Kinshasa. Le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, a souhaité jeudi 4 septembre que ce centre soit opérationnel en octobre prochain, afin d'assurer la sécurité minimale de la population kinoise.

Kinshasa: inauguration d'un centre pilote de démonstration des techniques agricoles. Le centre pilote de démonstration des techniques agricoles, situé dans le domaine agro-industriel présidentiel de la N'sele dans la périphérie Est de Kinshasa, a été inauguré jeudi 4 septembre. Il a pour mission de contribuer à l'amélioration de la productivité et l'industrialisation de l'agriculture congolaise. Ce centre a été construit pendant 18 mois sur financement du gouvernement chinois à environ 6,6 millions de dollars américains.

Bundundu: trois activistes des droits de l'homme poussés à la clandestinité. L'ONG congolaise des droits humains «Human Rescue DRC» dénonce l'insécurité dans laquelle se trouvent ses trois activistes, qui vivent actuellement en clandestinité à Bundundu. Ces derniers reçoivent intempestivement des menaces de mort par SMS anonymes, selon la même source, depuis qu'ils ont fait un monitoring sur le cas d'un policier qui aurait trouvé la mort à la résidence de son chef (un colonel de la police) où il était de garde la nuit du 13 au 14 août 2014.

Katanga: 1 900 agents de l'Etat impayés depuis 2012. Le syndicat des fonctionnaires de l'Etat au Katanga lance un SOS au gouvernement congolais au sujet de la situation des agents de la Fonction publique. Près de 1 900 agents, qui avaient été omis lors du recensement biométrique effectué en 2012, n'ont jamais eu leur salaire, a indiqué mercredi 3 août le président provincial du syndicat des agents de la Fonction publique, Bukassa Kalenda. «Nous avons 1 906 agents qui ne sont pas encore payés. Alors on attendait [la solution] avec le recensement biométrique d'une manière rapide cette année...» a déclaré Bukassa Kalenda à Radio Okapi. Il a appelé les ministres de la Fonction publique, du Budget et des Finances à s'impliquer pour décanter cette situation.

Vendredi 5 septembre.

La presse de Kigali attribuerait au Rwanda des collines disputées avec la RDC, selon la société civile. La société civile du Nord-Kivu se dit scandalisée par « l'interprétation erronée » que font certains médias rwandais de résultats des travaux de démarcation des bornes frontières entre la RDC et le Rwanda. Dans un communiqué publié mercredi 3 septembre, la société civile affirme que les médias rwandais attribuent déjà à leur pays les collines de Kanyesheja et de Hehu à l'origine des accrochages entre les forces armées rwandaises et congolaises en juin dernier.

RDC : Startimes continue à fonctionner malgré l'interdiction de Kin Kiey Mulumba. Startimes, un des opérateurs de télévision numérique terrestre en RDC, continue à fonctionner au lendemain de l'annonce du retrait de son permis d'exploitation par le ministre de Postes, Téléphones et Nouvelles technologiques de l'information et de la communication, Kin Kiey Mulumba. Ce dernier avait accusé jeudi 4 septembre la firme chinoise de travailler en «toute clandestinité». De son côté, le directeur des ventes de Startimes, Ruddy Bobozo, affirme que cette entreprise est totalement en règle vis-à-vis des lois régissant le secteur.

RDC : la VSV exige une autopsie du corps du général Bahuma. La Voix des sans voix (VSV) exige une autopsie du corps du général Bahuma Ambamba, décédé samedi dernier en Afrique de suite d'un accident cardiovasculaire. Dans un communiqué parvenu mercredi 3 septembre à Radio Okapi, cette ONG juge suspecte la mort de l'ancien commandant de la 8e région militaire du Nord-Kivu. **Décès de Bahuma: la police empêche un rassemblement d'étudiants à Beni.** La police nationale a quadrillé, vendredi 5 septembre, le rond-point Nyamwisi pour empêcher le rassemblement d'étudiants de Beni, ville située à 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Les étudiants avaient invité les autorités en ce lieu pour expliquer les circonstances de la mort du colonel Mamadou Ndala, tué à Beni le 2 janvier dernier et du général-major Lucien Bahuma, décédé le 30 août des suites d'un accident cardiovasculaire.

Les ex-FDLR appellent la communauté internationale à faciliter leur retour au Rwanda. Opposés à leur relocalisation à Kisangani (Province Orientale) et à Irebu (Equateur), les ex-rebelles FDLR demandent à la communauté internationale de faciliter politiquement leur retour au Rwanda. Ils ont formulé leur demande, jeudi 4 septembre, à une mission d'évaluation conjointe Monusco-FARDC en visite de travail dans leur camp de transit, à Kanyaboyanga, en territoire de Lubero (Nord-Kivu).

La journaliste Caddy Adzuba lauréate du «Prix Prince des Asturies de la Concorde». Caddy Adzuba est journaliste à Radio Okapi. Elle est aussi membre de l'Association des femmes des médias du Sud-Kivu (Afem), qui œuvre pour la liberté de la presse et l'information sur la question des violences sexuelles. C'est son activisme au sein de cette association qui lui a valu de décrocher le «Prix Prince des Asturies» de la Concorde, l'un des meilleurs prix européens. Pour la journaliste, c'est une reconnaissance de son engagement en faveur des femmes.

Affaires étrangères: 7 fonctionnaires grévistes suspendus. Le secrétaire général aux Affaires étrangères a suspendu, jeudi 4 septembre, “jusqu’à nouvel ordre”, sept fonctionnaires, membres du comité syndical de ce ministère. Il leur reproche d’avoir créé un climat malsain au lieu du travail, depuis le déclenchement de la grève mardi dernier. Les agents suspendus sont interdits d’accéder à leur lieu de travail.

RDC: le navire ITB Kokolo bientôt prêt pour son premier test de navigation. En réhabilitation depuis le 8 janvier 2013, le navire ITB Kokolo devrait être prêt pour son premier test de navigation sur le fleuve Congo prévu le 13 septembre prochain. L’ingénieur Mukumbu de la Société congolaise de transports et ports (SCTP), chargé de la supervision des travaux de réhabilitation de ce bateau, l’a annoncé vendredi 5 septembre à Radio Okapi. A l’en croire, les travaux les plus importants ont déjà été réalisés. Il ne resterait que la décoration du bâtiment.

RDC : plaidoyer pour la mise en place d’un programme national de lutte contre Ebola. La Commission Justice et Paix de l’Université de Kinshasa plaide pour la mise en place d’un programme national de lutte contre le virus d’Ebola. Au cours d’une matinée scientifique qu’elle a organisée vendredi 5 septembre dans cette université, des experts de plusieurs domaines de recherche ainsi que des membres de cette commission ont débattu sur la nécessité d’investir davantage dans la prévention pour faire face au virus Ebola dont l’épidémie a été déclarée il y a deux semaines pour la septième fois en RDC.

RDC: Soco appelé « à se retirer pour de bon » du parc des Virunga. L’organisation non gouvernementale Global Witness a appelé jeudi 4 septembre la société pétrolière britannique Soco « à se retirer pour de bon » du parc national des Virunga, la plus vieille réserve naturelle d’Afrique, dans l’Est de la République démocratique du Congo. En dépit du fait que les Virunga figurent sur la liste du patrimoine mondial de l’humanité établie par l’Unesco, Soco s’est vu octroyer par les autorités congolaises en 2010 un contrat de partage de production pétrolière portant sur une concession à cheval sur une partie du parc. Sous la pression de l’Unesco et de plusieurs chancelleries occidentales, Kinshasa a suspendu en 2011 le permis d’exploration accordé à Soco, mais l’entreprise a réussi à être associée à « l’étude environnementale et stratégique » (EES) devant décider du maintien ou non de cette suspension, ce qui lui a valu récemment de pratiquer des tests sismiques à l’intérieur du parc. Après une intense mobilisation locale et internationale, Soco s’est engagée au mois de juin dernier « à n’entreprendre ou commander aucune activité d’exploration ou de forage à l’intérieur du Parc national des Virunga à moins que l’Unesco et l’Etat congolais ne conviennent que de telles activités ne sont pas incompatibles avec le statut du patrimoine mondial ». Global Witness déplore “l’ambiguïté” de cette déclaration qui, selon l’ONG, « laisse la porte ouverte à une déclassification partielle ou totale du parc » pour permettre l’exploitation du pétrole susceptible de se trouver dans son sous-sol. Notant que Soco doit encore faire la preuve que sa concession abrite des gisements d’hydrocarbures, l’ONG lui demande de « s’engager à ne mener aucune activité d’exploration pétrolière à l’intérieur des limites actuelles du parc », comme l’a fait avant elle la société française Total. Contactée par l’AFP, Soco a indiqué dans un email que sa position exprimée en juin n’avait “pas changé” et a indiqué qu’elle n’avait « plus aucune présence opérationnelle en RDC » depuis le 30 août, maintenant qu’étaient terminées ses études sismiques et géologiques. Selon des sources familières du sujet ayant requis l’anonymat, l’entreprise analyse désormais les résultats de ces tests pour décider de la suite à donner à ses projets. (Radio Okapi avec AFP)

Kinshasa : arrivée de la dépouille mortelle du général Bahuma. La dépouille du général Lucien Bahuma Ambamba est arrivée vendredi 5 septembre à Kinshasa en provenance de l’Afrique du Sud où il est mort le samedi 30 août dernier. Le corps de l’ancien commandant de la 8e région militaire sera transféré ce samedi à Kisangani en Province Orientale où il sera inhumé.

Equateur : le gouvernement provincial va inventorier le carbone forestier. Le ministère de l’Environnement de l’Equateur compte lancer, fin septembre, l’inventaire du carbone forestier dans cette province. Selon le chef de division des inventaires et aménagement forestiers dans ce ministère, il s’agit de connaître la valeur réelle du carbone contenu dans la forêt de cette province. Une dizaine de sites ont été ciblés pour cette opération qui devra durer deux mois. Une séance d’information a été organisée jeudi 4 septembre à Mbandaka, en prévision de cette opération. Selon André Kondjo Shoko, chef de division des inventaires et aménagement forestiers au ministère de l’Environnement, cet inventaire permettra au pays de connaître la quantité de carbone forestier séquestré dans ses forêts. Ce carbone séquestré n’est pas libéré dans l’atmosphère et ne produit donc pas d’effet de serre. «En RDC, nous avons 155 millions d’hectares de forêts. Mais en poids de carbone forestier, c’est combien? S’il y a une déforestation, comment le pays peut évaluer la perte en carbone? Et en cas de restauration de forêt aussi, quelle quantité de carbone restaurée? C’est la méthode perte-gain», a-t-il expliqué. La quantité de carbone retenue par la forêt sera déterminée par les travaux de télédétection qui donneront

lieu à une cartographie. «La communauté internationale a besoin qu'on restaure les forêts pour amoindrir le réchauffement planétaire», a-t-il révélé. Pour réussir cette opération, André Kondjo sollicite l'intervention des autorités provinciales afin d'avoir l'appui sécuritaire et logistique. Selon lui, la coopération japonaise avait doté la province de matériel roulant pour ce projet, qui bénéficie également de l'appui de la FAO et du PNUD à travers l'UN-REDD. (Radio Okapi)

Samedi 6 septembre.

La perception des frais de confirmation pour les anciens élèves interdite à Matadi. A 48 heures de la rentrée scolaire, le chef de la sous-division urbaine de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel (EPSP) au Bas-Congo, Wivine Mude Koko, rappelle aux chefs d'établissements scolaires publics et privés de Matadi l'interdiction de percevoir des frais de réinscription. Elle fait ce rappel à la suite de nombreuses plaintes des parents au sujet de ces frais dits «de confirmation», pourtant interdits par le ministère national de l'EPSP.

Kipushi : les mesures de prévention contre Ebola moyennement observées à la frontière. Le ministre provincial de la Santé a renforcé, comme annoncé il y a une semaine, les mesures de prévention contre la fièvre hémorragique à virus Ebola à Kipushi, à la frontière avec la Zambie. Le service d'hygiène à la frontière dispose d'un thermomètre laser pour prélever la température des voyageurs. Un fus d'eau chlorée a aussi été installé à proximité du point de passage frontalier pour le lavage des mains. Cependant, l'efficacité de ces mesures semble très moyenne, selon le reporter de Radio Okapi descendu sur place vendredi 5 septembre.

Katanga : un millier d'enseignants assiègent la succursale de TMB à Kamina. Plus de 1000 enseignants assiègent depuis jeudi 4 septembre la succursale de la Trust Merchant Bank (TMB) de la cité de Kamina, en territoire du même nom, dans le Katanga. Selon leur représentant, Ilunga Mwadi, ces enseignants viennent de partout dans le territoire pour toucher leur salaire du mois d'août. Ils se plaignent en outre des mauvaises conditions de leur hébergement dans cette cité.

Kisangani : la Société civile veut préparer la population à un éventuel référendum constitutionnel. La Société civile compte sensibiliser la population de Kisangani, en Province Orientale, à un éventuel référendum constitutionnel. Elle l'a confié jeudi 4 septembre au gouverneur de province, Jean Bamanisa, au cours d'un entretien dans son cabinet de travail. Pour le directeur exécutif national des Amis de Nelson Mandela, Robert Numbi Ilunga, il s'agit de préparer cette population à se prononcer en connaissance de cause, au moment opportun.

Kabare : manifestation populaire après le viol d'une enfant de 3 ans à Kavumu. Les habitants de la localité de Kavumu, en territoire de Kabare (Sud-Kivu), ont manifesté le matin du samedi 6 septembre leur colère après le viol d'une fillette de 3 ans. Ils s'insurgent contre la multiplicité des cas de viol sur mineures dans ce coin et exigent que la police leur livre un suspect arrêté vendredi. Au moins 40 petites filles ont déjà été victimes de viol dans cette localité.

Can 2015 : la RDC chute (0-2) devant le Cameroun. La RDC a perdu (0-2) face au Cameroun samedi 6 septembre au stade TP Mazembe de Lubumbashi (Katanga). Avec cette victoire, les Léopards congolais ont raté leur entrée en éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations dont la phase finale se jouera au Maroc en 2015. La dernière victoire de la RDC à cette compétition devant le Cameroun remonte de 1998.

Province Orientale : le général Bahuma sera inhumé à Kisangani. La dépouille mortelle du général-Major Jean-Lucien Bahuma Ambamba est arrivée samedi 6 septembre à Kisangani (Province Orientale). Ce haut officier des Forces armées de la RDC sera inhumé dans cette ville où les derniers hommages lui seront rendus. L'enterrement est prévu dimanche au camp Base, situé à 10 kilomètres du centre ville de Kisangani. Avant de quitter Kinshasa, le défunt a été élevé à titre posthume au grade de Lieutenant-General par une ordonnance signée par le président Joseph Kabila. C'était au cours d'une cérémonie présidée par le chef de l'Etat hier à l'Etat-major général des FARDC à Kinshasa.

Ebola : le ministère de la Santé renforce des mesures préventives à Djera. Le ministère de la Santé a renforcé des mesures de prévention contre l'épidémie d'Ebola dans le secteur de Djera dans le territoire de Boende en Equateur. A l'issue de la visite qu'il a effectuée dans cette cité, le ministre de la Santé, Félix Kabange, a indiqué que 59 cas de malades ont été reçus depuis la déclaration de cette épidémie en août dernier. 32 cas de décès ont été enregistrés dont 9 cas confirmés au laboratoire, 13 probables et 10 cas suspects. Pour contenir cette épidémie, le gouvernement de la RDC, avec l'aide de ses partenaires, vient de renforcer les mesures de prévention, a affirmé Félix Kabange. Parmi ces mesures : « Nous avons décrété que personnes ne peut entrer dans Djera s'il n'a pas la note du Dr

Kebela qui est le président du comité international de coordination technique et scientifique. Nous avons décrété que le ministère assurera tous les enterrements à Djera, qu'ils soient liés à Ebola ou non », a ajouté le ministre. Félix Kabange a souligné que tout avion qui atterri et décolle de Mbandaka sera soumis au contrôle. Pour l'instant, le virus Ebola reste toujours contenu dans le secteur de Djera et n'a pas encore atteint la ville de Mbandaka, a assuré Félix Kabange. (Radio Okapi)

RDC : les confessions religieuses créent un cadre d'échange d'informations électorales. Les chefs des confessions religieuses ont signé, samedi 6 septembre à Kinshasa, un protocole d'accord portant création de la Commission d'intégrité et médiation électorales (Cime). Cette structure est un cadre d'échange d'informations électorales et de dialogues permanents qui vise à gérer par la médiation les tensions électorales, avant, pendant et après les élections. La Cime a aussi pour objectif de contribuer à l'émergence en RDC d'une culture démocratique qui privilégie les élections libres, équitables et transparentes comme seule voie pour la conquête du pouvoir. Elle devra également gérer les divergences politiques de manière constructive afin qu'elles ne dégèrent pas en destruction. Présent à la cérémonie de signature de ce protocole, le président de la Ceni, l'Abbé Apollinaire Malumalu, invite tout le monde « à contribuer à la promotion de l'intégrité électorale et à contribuer à la médiation de celle-ci ». A travers la Cime, les confessions religieuses « ajoutent une surveillance des élections à toutes les étapes du processus électoral, une meilleure contribution à la lutte contre les manipulations sous toutes leurs formes et à la lutte contre la violence électorale sous toutes ses formes », a poursuivi le président de la Ceni. Il a promis que son institution s'engageait à accompagner les confessions religieuses pour qu'elles remplissent leur sa mission « avec rigueur, professionnalisme et transparence ». (Radio Okapi)

Dimanche 7 septembre.

Nord-Kivu : les enseignants entrent en grève à la veille de la rentrée scolaire. Les trois principaux syndicats des enseignants du Nord-Kivu décident de boycotter la rentrée scolaire prévue ce lundi 8 septembre. A l'issue de leur assemblée générale organisée vendredi 5 septembre à Goma, les enseignants de cette province ont décidé d'observer un mouvement de grève « jusqu'à nouvel ordre ». La réunion du Syndicat des enseignants du Congo (Syeco), du Syndicat national des écoles conventionnées catholiques (Synecat) et du Synergie des enseignants des écoles non conventionnelles (Syeenco) avait pour but d'évaluer les deux cahiers de charges soumis au gouvernement à qui les enseignants exigent notamment la majoration de leurs salaires. Les enseignants exigent un salaire minimum de 500 000 Francs congolais (543 dollars américains) pour l'enseignant le moins payé. Ils réclament également que 14 000 de leurs collègues qui ne reçoivent pas leurs salaires soient rémunérés. Parmi leurs revendications figure également la mécanisation de 15 000 de leurs collègues qui ne disposent pas de numéro matricule alors qu'ils enseignent. « Étant donné que le gouvernement ne veut pas ouvrir les portes des négociations et répondre aux revendications des enseignants, les enseignants se sont décidés à l'unanimité de ne pas rentrer ce lundi 8 septembre », explique Ponchelin Byamungu, délégué syndical du Synecat. Il indique cependant que les enseignants sont ouverts aux négociations. Le syndicaliste fait également remarquer qu'à la veille de la rentrée scolaire, beaucoup d'enseignants n'ont pas encore touché leurs salaires du mois d'août dans les banques Access et Bank of Africa (BOA). **Grève à Bukavu.** Les enseignants ont également décidé de boycotter la rentrée scolaire au Sud-Kivu. C'est ce qu'a décidé la synergie de syndicats des enseignants de cette province. Selon le rapport de leur assemblée générale tenue vendredi, ce boycott se justifie par le non paiement de plus de 10 000 enseignants dans cette province. (Radio Okapi)

RDC : des membres de la société civile rencontrent le ministre de l'Intérieur. Une délégation de plusieurs membres des organisations de la société civile congolaise a rencontré samedi 6 septembre le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej. Les deux parties ont discuté de nombreuses questions qui dominent l'actualité congolaise notamment l'éventuelle révision de la constitution, la rentrée scolaire, l'accès à l'eau et à l'électricité. Cette rencontre entre dans le cadre des rencontres que la société civile organise ces derniers jours avec différentes personnalités du pays.

Kalemie: les autorités médicales affirment contrôler l'épidémie de cholera. Les autorités sanitaires affirment contrôler désormais l'épidémie de cholera depuis trois jours à Kalemie dans la province du Katanga. Le nombre de cas recensés quotidiennement au centre de traitement du cholera est passé d'une dizaine à trois. Ce résultat serait obtenu notamment grâce à la mise en place d'une « stratégie de riposte mobile ».

Ebola : rentrée scolaire reportée à Boende. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Maker Mwangu, a annoncé dimanche que la rentrée scolaire prévue ce 8 septembre sur l'ensemble du territoire national est reportée d'une semaine à Boende. Cette décision fait suite à l'épidémie d'Ebola qui sévit à Djera, une localité du territoire de Boende (Equateur). Le

ministre de l'EPSP affirme que ce report permettra de former les enseignants aux précautions à prendre pour prévenir l'épidémie Ebola.

Mbuji-Mayi : plusieurs quartiers privés d'eau potable depuis 3 semaines. Plusieurs quartiers de Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental sont privés d'eau potable depuis trois semaines. Cette situation complique la vie des habitants de cette ville. Certains sillonnent la ville en vélo, en moto ou en véhicule à la recherche de l'eau dans les quartiers où elle coule encore. Cette pénurie est consécutive à un manque d'énergie électrique dans la ville qui perturbe le fonctionnement de l'entreprise publique de distribution d'eau (Regideso).

Bunia: controverse autour des dépôts de bois scellés par la DGRPO. De nombreux commerçants de bois en Ituri accusent la Direction générale des recettes de la Province Orientale (DGRPO) d'avoir scellé illégalement leurs dépôts. Selon eux, des préposés du gouvernement provincial récusent des licences d'exploitation qu'ils ont obtenues en bonne et due forme auprès du gouvernement provincial précédent. La direction de la DGRPO en Ituri rejette toutes ces accusations. Elle accuse à son tour des commerçants plaignants de détenir de faux documents.

Katanga: braquage d'un véhicule de transport la route Kalemie-Nyunzu. Des hommes armés ont attaqué vendredi 5 août un véhicule de transport sur l'axe routier Kalemie-Nyunzu au nord du Katanga, emportant de l'argent et des minerais appartenant aux passagers. Les autorités militaires locales indiquent avoir déployé une patrouille de sécurisation dans la zone.

Province Orientale: le Pnud appuie la construction des micro-barrages. Une équipe de ses experts du Pnud a bouclé sa mission d'étude de faisabilité des micro-barrages hydroélectriques dans la Province Orientale. L'objectif est d'augmenter le taux de déserte en électricité dans les milieux ruraux pour leur permettre à se développer d'ici l'an 2030. L'ingénieur André Kabwe, consultant national du Pnud, a expliqué samedi 6 août à Radio Okapi: «Ce projet fait suite à l'étude diagnostic que nous avons menée en son temps, où nous avons ciblé les sites potentiels de production hydroélectrique, et qui a été suivi par l'élaboration d'un atlas [reprenant] les sites probables de production avec toutes les caractéristiques possibles et les potentialités industrielles à promouvoir à partir de ces sites.» (Radio Okapi)

Lundi 8 septembre.

RDC: l'enveloppe salariale des enseignants augmentée, affirme Maker Mwangu. Après deux mois de vacances, les élèves retrouvent le chemin de l'école ce lundi 8 septembre sur toute l'étendue de la RDC, à l'exception du territoire de Boende, dans province de l'Équateur, à cause de l'épidémie à virus Ebola. Le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel (EPSP), Maker Mwangu, assure que des mesures ont été prises pour favoriser une «rentrée scolaire apaisée». Au nombre de ces mesures, l'augmentation de l'enveloppe salariale de l'EPSP de l'ordre d'environ 5 450 000 dollars américains. D'après lui, cette augmentation est le résultat des pourparlers qui ont été menés entre les ministres de l'EPSP, des Finances, du Budget et de la Fonction publique avec le banc syndical. Des négociations qui visaient, selon Maker Mwangu, à garantir «une rentrée scolaire apaisée» en RDC. Concernant les frais de fonctionnement, qui posent des problèmes aux écoles, le ministre Mwangu s'est veu aussi rassurant: «Des remises de ces frais de fonctionnement pour l'année scolaire 2014-2015 va intervenir très bientôt. Je crois d'ici deux semaines, nous allons donner des frais de fonctionnement à toutes les écoles primaires et secondaires.» Une autre question qui prête encore à confusion est relative à la gratuité de l'enseignement consacré aux trois premières années de l'enseignement primaire en RDC. «Nous avons défini cette gratuité en disant que ce sont les frais scolaires que les parents paient à l'école. Ce sont ces frais qui sont abolis. Mais il y a le problème de la santé de l'enfant, il y a le problème des manuels scolaires par exemple, ses uniformes et autres. Ça c'est laissé encore à charge des parents», a précisé Maker Mwangu. (Radio Okapi)

Ebola : les pays de la SADC renforcent la surveillance des voyageurs en provenance de la RDC. Le ministre congolais de la Santé, Félix Kabange, a annoncé samedi 6 septembre que tous les voyageurs en provenance de la RDC doivent désormais se munir d'un document spécial de son ministère pour se rendre dans un pays membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Il l'a fait savoir à la presse au retour d'une réunion des ministres de la Santé des pays de la SADC tenue vendredi dernier au Zimbabwe.« La RDC étant le seul pays qui a l'épidémie [d'Ebola] au sein de la SADC, les ministres de la santé de la SADC tiennent compte du fait que le règlement sanitaire international a pour objectif de contenir l'épidémie et non d'arrêter le mouvement des personnes », a souligné Félix Kabange Numbi. Le ministre congolais de la Santé a indiqué que le document délivré par son ministère attestera que le voyageur a été consulté avant le voyage et n'a pas été en contact avec des malades d'Ebola. (Radio Okapi)

Equateur : la société civile demande aux autorités d'équiper les écoles contre Ebola. La société civile de l'Equateur appelle le gouvernement provincial à approvisionner les écoles en eau, en lavemains et en désinfectants pour lutter contre l'expansion de la fièvre hémorragique à virus d'Ebola. Cette structure a lancé cet appel au cours de son assemblée générale tenue samedi 6 septembre à Mbandaka, chef-lieu de la province.

Goma: l'UNC appelle la population à boycotter la révision constitutionnelle. Le parti de l'opposition, Union pour la nation congolaise (UNC) appelle la population de Goma (Nord-Kivu) à boycotter la révision constitutionnelle. Au cours d'une conférence animée dimanche 7 septembre dans la capitale provinciale du Nord-Kivu, ce parti a jugé «inopportun» de réviser cette loi fondamentale du pays. Selon le parti de Vital Kamerhe, la révision de la constitution de la RDC sera «un recul de la démocratie».

Katanga : début du rapatriement volontaire des réfugiés angolais. L'opération de rapatriement volontaire des réfugiés angolais du Katanga a débuté ce lundi 8 septembre à Lubumbashi. Le premier groupe qui est rapatrié compte 400 personnes qui ont pris place à bord d'un train qui les conduit à Dilolo avant de traverser la frontière angolaise. Une cérémonie a été organisée dans l'enceinte de la SNCC en présence du consul général de l'Angola et de plusieurs autorités de la province du Katanga.

Rentrée scolaire à plusieurs vitesses en RDC. Les élèves ont repris ce lundi 8 septembre le chemin de l'école en RDC. A Kinshasa, les élèves ont afflué dans certaines écoles. C'est notamment le cas du Lycée Mpiko, de l'Institut Moteyi, du Collège Saint-Théophile, du Collège Notre-Dame d'Afrique, de l'Ecole Massamba et de l'Institut Zedi de la commune de Lemba. Mais d'autres établissements scolaires ont connu une moindre affluence. Même constat sur l'ensemble du pays. L'affluence n'a pas été la même dans toutes les provinces. **Rentrée sur fond de grève au Nord-Kivu.** Au Nord-Kivu, plus de 60% d'élèves ont repris le chemin de l'école alors que les enseignants ont brillé par leur absence. Ils ont répondu au mot d'ordre de grève de leurs syndicats qui exigent la mécanisation de certains enseignants ainsi que la majoration de salaires. **Pas de rentrée à Moanda.** Les cours n'ont pas repris ce lundi dans les écoles du territoire de Moanda, à 200 km à l'Ouest de Matadi (Bas-Congo). Les enseignants de cette partie du pays ont pris cette décision à l'issue de leur assemblée générale du week-end dernier pour réclamer la mécanisation de 300 de leurs collègues ainsi une augmentation des salaires. Ces enseignants exigent également la suppression de la prise en charge des enseignants par les parents d'élèves. **La pluie perturbe la rentrée.** A Mbuji-Mayi, dans la province du Kasai-Oriental, la rentrée des classes a été perturbée par la pluie qui s'est abattue ce matin sur la ville. La majorité des écoles ont accueilli moins d'élèves par rapport au nombre d'inscrits. Certaines écoles sont même restées fermées. Mais certains chefs d'établissements scolaires reprochent aux parents de garder leurs enfants à la maison pendant la première semaine de la rentrée scolaire. (Radio Okapi)

Bunia: trois participants à un concours de gourmandise s'évanouissent. Un concours de bouffe a failli tourner au drame dimanche 7 septembre à Bunia. Au départ, ce sont 14 candidats qui doivent manger pendant trente minutes un poulet entier grillé, deux pains, une bouteille d'un litre et demi de Yaourt et une bouteille d'un litre et demi d'eau minérale. A l'arrivée, un gagnant, trois candidats qui vomissent et trois autres qui tombent en syncope. Ce concours de gourmandise dénommé Bunia Chakula (Bunia bouffes, en swahili) a été organisé par la Radio Télévision Salama, une station locale de radio et de télévision. Chaque candidat devait démontrer sa capacité à manger rapidement une importante quantité de repas. (Radio Okapi)

Ituri : des écoles fermées à Bunia autorisées à rouvrir. Les autorités scolaires de la cité de Bunia, en Ituri (Province Orientale), ont autorisé à des écoles fermées pour non viabilité à rouvrir ce lundi 8 septembre. Elles affirment que ces écoles se sont conformées aux normes imposées par le ministère de l'Enseignement (EPSP). Dans la collectivité de Walendu Bindi la rentrée scolaire a eu lieu, malgré l'activisme du Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Le chef de cette entité craint cependant des perturbations du cycle scolaire en cas d'offensive de l'armée contre cette milice.

Nord-Kivu : journée de deuil à Sake en mémoire du général Bahuma. Une journée de deuil a été observée à Sake en mémoire du général Bahuma. L'officier supérieur, commandant de la 8eme région militaire des FARDC, est décédé samedi 30 août en Afrique du sud, où il a été évacué suite à un accident vasculaire cérébral. Les activités socio-économiques sont restées paralysées ce lundi dans la cité de Sake, à 27 km à l'ouest de Goma. Des militaires du premier régiment des Forces armées de la RDC (FARDC) à Sake (Nord-Kivu) ont veillé au respect de cette journée de deuil.

Kinshasa : des officiers de police judiciaires formés pour enquêter sur les violences sexuelles. Une session de formation des policiers et officiers de police judiciaire (OPJ) dans la lutte contre les violences basées sur le genre et la protection de l'enfant s'est ouverte lundi 8 septembre à Kinshasa. La formation, qui va jusqu'au 3 octobre prochain, est organisée par la Coopération allemande au développement avec l'appui financier de l'Union Européenne. Il s'agit de renforcer les capacités de ces policiers dans la répression des infractions relatives aux violences sexuelles.

Mardi 9 septembre.

RDC : les multiples affectations des frais scolaires. Les frais que les parents d'élèves paient pour la scolarité de leurs enfants en RDC prennent de multiples directions. Pour rendre possible la rentrée de leurs enfants à l'école lundi 8 septembre, les parents ont consenti beaucoup de sacrifices. Outre les montants dépensés pour l'achat d'uniformes et autres fournitures scolaires, ces parents ont aussi dû faire face à des frais parfois exorbitants exigés par les écoles. Pourtant, une grande partie de cet argent ne sert pas les établissements ni les enseignants. Dans les frais scolaires exigés par les écoles de Kinshasa, par exemple, il y a les frais d'appui à l'enseignant, les frais du gouvernement provincial, les frais de l'archevêché de Kinshasa- dans le cas des écoles conventionnées catholiques- ainsi que les frais des fournitures scolaires. Les frais dits du gouvernement provincial sont fixés autour de 20 dollars américains par élève. Selon nos sources, l'inspecteur principal provincial (l'IPP) a ordonné aux chefs d'établissements de verser cet argent entre le 15 septembre et le 5 octobre prochain. Cette somme est répartie en différents pourcentages entre différents services du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire dont l'Inspection Pool, la division urbaine, la sous-division, la coordination sous-régionale, la coordination urbaine, l'IPP et même l'association nationale des parents. Les frais fixés par l'archevêque sont à peu près de 180 dollars américains. Selon nos sources, 60% de ces frais sont destinés au traitement du personnel, 20% au fond commun de l'éducation ou la caisse sociale créée par le cardinal, 15% pour le fonctionnement de l'école et 5% pour le bureau qui gère ces fonds. Enfin, les frais dits d'appui à l'enseignant varie entre 80 et 150 dollars américains selon les écoles et ils sont gérés par le chef d'établissement. Ainsi, certains parents d'élèves du primaire doivent payer parfois jusqu'à 500 dollars américains par trimestre et par élèves dans les écoles publiques. Pourtant, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel a rappelé à radio Okapi le principe de la gratuité de l'enseignement primaire et en a expliqué les modalités. (Radio Okapi)

Kinshasa : suspension du président et de trois juges du TGI de la Gombe. Le président du Tribunal de grande instance de la Gombe, Nima, et les juges Kibonge, Amadi et Odimola ont été suspendus. Ils sont interdits d'exercer leurs fonctions à titre conservatoire, en attendant l'issue d'une enquête initiée à leur encontre pour suspicion légitime. Le premier président de la Cour d'appel de la Gombe a nommé un président intérimaire pour assurer le bon fonctionnement de cette juridiction. Au cours d'un procès devant le TGI de Gombe en juillet dernier, une des parties soupçonnait de partialité un juge, membre de la composition. Elle a déclaré lui retirer sa confiance et sollicité le renvoi du dossier devant une juridiction supérieure. La partie en question a obtenu gain de cause et la Cour d'appel a prononcé un arrêt exigeant la surséance, en attendant de trancher sur les raisons de cette suspicion. Mais les magistrats se seraient entêtés. Outrepasant l'arrêt de la cour d'appel, ils se sont empressés de juger l'affaire de nuit. Le premier président de la Cour d'appel de la Gombe a alors établi un procès-verbal constatant la faute commise. Ensuite, il a ouvert une action disciplinaire puis décidé d'interdire aux magistrats incriminés d'exercer. (Radio Okapi)

RDC: un bateau calciné avec 30 tonnes de marchandises sur le lac Kivu. La société ACT Bisengimana affirme avoir perdu son bateau d'une capacité de 214 tonnes dans un incendie qui s'est déclaré lundi 8 août dans le bâtiment en plein voyage sur le lac Kivu entre Bukavu et Goma. Le bateau est calciné. Les 30 tonnes de marchandises à bord sont parties en fumée, selon les responsables de l'embarcation. Aucune perte en vie humaine n'a été signalée.

Kasaï-Occidental: reprise des cours dans la plupart des écoles. La rentrée scolaire a été effective, lundi 8 septembre, au Kasaï-Occidental, où la majorité des écoles ont rouvert leurs portes pour accueillir les élèves. La ministre de l'Education de cette province, Madeleine Kankolongo, l'a affirmé après avoir effectué une ronde dans les différents établissements scolaires de Kananga, la capitale provinciale. Au sujet des écoles de l'intérieur de la province, elle a indiqué avoir été informée par les gestionnaires des écoles.

La RDC compte 18 millions d'analphabètes. En RDC, 18 millions de personnes sont analphabètes, sur une population estimée à plus de 77 millions d'habitants. Ce chiffre a été révélé lundi 8 septembre à Kinshasa à l'occasion de la célébration de la journée internationale de l'alphabétisation. Le gouvernement congolais tente de réduire le nombre d'analphabètes notamment à travers le rattrapage scolaire, l'alphabétisation et la formation professionnelle. Mais ne les moyens ne suivent pas toujours.

Maniema: 3 Raïa Mutomboki décédés dans un combat avec les FARDC à Kibeleketa. Trois miliciens Raïa Mutomboki ont trouvé la mort au cours de leur affrontement, dimanche 7 septembre, contre les Forces armées de la RDC, à Kibeleketa, en territoire de Punia (Maniema).

RDC : le signal de Startimes a été coupé. Le signal de l'opérateur de télédistribution Startimes est coupé depuis lundi 8 septembre suite à la décision du gouvernement de suspendre la licence de cet opérateur. Dans une déclaration à la presse ce mardi à son siège, Startimes souligne que sa décision fait suite à la mesure conservatoire prise la veille par les ministres des Médias et porte parole du gouvernement, ainsi que son collègue de Postes, télécommunication et Nouvelle technologie de l'Information et de la communication. Entre-temps, des tractations se poursuivent entre Startimes et l'autorité de tutelle.

Kinshasa : une catastrophe évitée après un incendie à proximité des dépôts d'Engen. Un incendie s'est déclaré mardi 9 septembre dans les installations de la société Industrie pétro service (IPS Congo), à Kingabwa, dans la commune de Limete, à Kinshasa. Cette société spécialisée dans la vente de produits et de matériel anti incendie et dans la formation des sapeurs-pompiers a perdu un important lot des matériels. Les entrepôts de la firme pétrolière Engen, jouxtant le lieu de départ de l'incendie, n'ont pas été touchés par le feu grâce à l'intervention de plusieurs unités de sapeurs-pompiers. Des milliers de litres de carburant y sont en effet stockés.

Nord-Kivu : la société civile exige une enquête sur les exactions des FDLR contre les civils. La société civile de Lubero plaide pour l'ouverture d'une enquête sur les atrocités commises depuis 1998 par les combattants hutus rwandais des FDLR dans ce territoire du Nord-Kivu. Dans un rapport de lobbying et de plaidoyer pour la pacification et la reconstruction de ce territoire publié mardi 9 septembre, la coordination de cette force vive estime qu'il est temps de mettre fin aux menaces sur les communautés autochtones. Elle demande au gouvernement et à la communauté internationale d'envisager des mécanismes de réparation pour les préjudices subis par la population.

Bas-Congo : des Kulunas sèment à nouveau la terreur à Matadi. Le commissaire de la police provinciale du Bas-Congo, Philémon Patience Mushid Yav, a mis en garde lundi 8 septembre les Kulunas qui sèment à nouveau la terreur à Matadi. Au cours d'une communication devant les unités de police et leurs commandants, il a évoqué la recrudescence du banditisme dans cette ville portuaire. Le commissaire Mushid Yav a également invité la population de Matadi à collaborer avec la police en dénonçant ces bandits.

Bandundu : les pensionnaires de la prison de Gungu meurent de faim. Les pensionnaires de la prison de Gungu manquent de nourriture depuis deux mois, déplore la société civile de ce territoire du Bandundu. Les autorités locales sur place se rejettent la responsabilité de cette situation. Cette précarité frappe la plupart des prisons à travers le pays. Selon Joachim Kusamba, président de la société civile de Gungu, ce sont les familles des prisonniers qui apportent de la nourriture à leurs parents détenus. Cependant, la plupart de pensionnaires de la maison carcérale de Gungu viennent d'entités éloignées du chef-lieu du territoire et n'ont pas de familles sur place.

Sud-Kivu: 5 cas de vols armés en une semaine à Kamanyola. Cinq cas de vols armés ont été enregistrés, en l'espace d'une semaine, dans le poste-d'Etat de Kamanyola, à environ 50 km de Bukavu (Sud-Kivu). Cette information est confirmée par le secrétaire de la société civile locale et par le commandant des FARDC basé dans cette entité.

Mahagi: plus de 50 femmes soignées des fistules vésico-vaginales. Plus de cinquante femmes qui souffrent des fistules vésico-vaginales ont été soignées pendant deux semaines à l'hôpital général de référence de Mahagi (Province Orientale). Les soins ont été assurés par le Docteur Christina Dewind, venu de Kampala en Ouganda.

Ces femmes ont bénéficié d'une restauration et d'une hospitalisation gratuites, grâce à l'appui du Programme des soins de santé primaire. Plus de vingt autres hommes et femmes souffrant d'autres pathologies ont également été soignés dans le cadre de ce programme.

Mercredi 10 septembre.

Katanga : Ocha lance un nouvel appel à l'aide pour plus de 500 000 déplacés. En marge de la célébration de la journée mondiale de l'aide humanitaire mardi 9 septembre à Lubumbashi (Katanga), l'Onu rappelle la crise humanitaire qui sévit dans cette province. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu (Ocha), les déplacés sont évalués à plus de 500 000 depuis juin 2014 dans cette partie du territoire congolais. Au cours d'une rencontre entre une trentaine d'acteurs

humanitaires au bâtiment du 30 juin, Ocha a lancé un énième plaidoyer pour la prise en charge de ces déplacés.

Katanga: début de la réparation des fistules à Manono. La campagne chirurgicale de réparation des fistules a démarré samedi 6 août dans la cité de Manono, à 450 km au sud-ouest de Kalemie (Katanga). L'opération, qui cible une centaine de fistuleuses, est organisée par l'ONG Heal-Africa de Goma en partenariat avec l'Unicef et le bureau sanitaire du Tanganyika.

RDC: Eupol plaide pour une police respectueuse des droits de l'homme. La mission de la police de l'Union européenne (Eupol) en RDC s'achève à la fin de ce mois de septembre. A l'occasion de la remise des médailles de la politique de sécurité et de défense commune à 25 experts policiers et civils, mardi 9 septembre à Kinshasa, le chef de la mission, Jean-Paul Rikir, a plaidé pour la mise en place d'une police respectueuse des droits de l'homme.

Les trois religieuses tuées au Burundi seront inhumées en RDC. Trois corps de religieuses de la congrégation xavérienne, tuées la nuit du dimanche à lundi 8 août au Burundi, sont arrivés mercredi 10 septembre à Uvira, avant de prendre direction de Luvungi dans la plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu). Les sœurs Olga, Bernadette et Lucia – toutes de nationalité italienne – avaient passé plus de la moitié de leur vie dans cette province où elles seront inhumées, selon l'évêché d'Uvira. Un des présumés meurtriers a été arrêté, ont annoncé les autorités burundaises. Selon le communiqué du vicaire épiscopal d'Uvira, abbé Honoré Barhebwa, les trois dépouilles mortelles devront passer par la frontière de Kavimvira avant d'être conduites à Luvungi, dans la plaine de la Ruzizi. Ici, il est prévu une veillée mortuaire. Ensuite, les corps de sœurs Bernadette, Olga et Lucia, seront amenés jeudi à leur dernière demeure dans la concession des xavériens à Panzi, dans la périphérie de Bukavu, capitale provinciale. Avant d'être affectées à la paroisse Guido Maria Conforti de Kamenge au Burundi, ces trois religieuses avaient passé plus de trente ans à Luvungi, d'après plusieurs témoignages recueillis auprès des fidèles catholiques à Uvira. Sœur Olga y avait servi comme catéchèse, sœur Bernadette comme infirmière, et sœur Lucia comme institutrice. Les trois religieuses ont été décapitées avec des armes blanches dans la nuit du dimanche à lundi dernier dans leur couvent à Kamenge au Burundi. Selon des témoins, les assaillants les auraient violées, avant de les décapiter et d'écraser la tête de l'une d'elles à l'aide d'une grosse pierre. Un des présumés meurtriers seraient déjà aux arrêts, affirment des officiels burundais. (Radio Okapi)

RDC: la législation contre les minerais de sang n'a pas apporté de changement, selon des experts. Soixante dix experts ont signé mercredi une lettre ouverte dans laquelle ils jugent inefficaces les dispositions légales visant à empêcher le commerce des minerais issus des zones des conflits dans l'est de la RDC. Ces experts estiment que les dispositions de la loi Dodd-Frank votée au congrès américain pour tracer la chaîne suivie par ces minerais de l'exploitation à leur vente n'ont pas apporté de changement sur le terrain.

Katanga: près de 9 000 malnutris soignés au Tanganyika. Environ 8 924 malnutris ont été soignés, entre janvier et juin dernier, sur 10 823 personnes enregistrées dans le district du Tanganyika (Katanga). Le groupe d'agences onusiennes et ONG en charge de la nutrition ont livré cette information, mardi 9 septembre, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'aide humanitaire.

Sud-Kivu : les habitants de Kabondola fuient un renforcement des positions du FNL. Les habitants de la localité de Kabondola, à plus de 90 km au sud de Bukavu (Sud-Kivu), fuient depuis trois jours leurs habitations. Ils craignent pour leur vie suite à un renforcement des positions des rebelles burundais du Front national de libération (FNL). Selon le chef de groupement de Muhungu, Bukashi Rubanga, ces habitants se dirigent vers Kazimwe, Kisanga et Katonyera, à 10 Km de Kabondola, dans le même groupement.

L'initiation d'une révision de la constitution est une haute trahison, selon la Société civile du Katanga. La Société civile du Katanga recommande à la Cour suprême de justice d'inculper pour haute trahison tout initiateur d'une proposition de révision de la constitution. Au cours d'un point de presse organisé mercredi 10 septembre au centre pour handicapés physiques à Kinshasa, le porte-parole de la plate-forme des organisations et associations membres de la concertation nationale pour la bonne gouvernance en RDC, Timothée Mbuya, estime qu'il est du devoir patriotique pour chaque citoyen de défendre et protéger la Constitution de la République contre toute forme de sa violation.

Tout est prêt pour la délocalisation des FDLR vers Kisangani, selon la Monusco. Le général Abdallah Wafi assure que tout est prêt pour la délocalisation à Kisangani, en Province Orientale, des ex rebelles rwandais des FDLR, réunis dans un camp de transit à Kanyabayonga, au Nord-Kivu. Le

représentant adjoint du secrétaire général de l'Onu en RDC l'a affirmé au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Monusco mercredi 10 septembre à Kinshasa. Selon lui, le blocage connu dans ce processus de démobilisation est créée par les FDLR eux-mêmes.

Uvira : vive émotion après l'arrivée des dépouilles des 3 religieuses assassinées au Burundi. Le cortège funèbre de trois religieuses italiennes assassinées dimanche 7 septembre à Kamenge, au Burundi, mercredi 10 septembre après-midi à Luvungi, dans la plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu). Il était accompagné par plusieurs délégations, notamment les pères et les sœurs xavériens, le diocèse d'Uvira ainsi qu'une délégation du Burundi. Les corps seront exposés à Luvungi ou les défunt(e)s ont longtemps vécu, avant leur inhumation à Bukavu.

Boende: MSF ouvre deux centres de prise en charge d'Ebola. L'ONG Médecins sans frontière (MSF) annonce l'ouverture de deux centres de prise en charge des malades de l'épidémie à virus Ebola, qui a déjà fait 32 morts, dans la province de l'Equateur. Le premier est situé à Lokolia, épïcentre de l'épidémie, et le second à Boende-Centre, explique l'ONG dans un communiqué. Le centre de Lokolia, qui dispose de quarante lits, accueille six patients, et celui de Boende-Centre, qui compte dix lits, soigne deux malades. Outre les problèmes logistiques pour acheminer le personnel de santé et le matériel dans cette région très enclavée, MSF souligne que la sensibilisation de la population reste un défi majeur. Pourtant, selon la même source, la sensibilisation demeure « indispensable pour faire comprendre aux familles comment se prémunir de la maladie, et que faire en cas de patient suspect. » (Radio Okapi)

Jeudi 11 septembre.

Réforme de la police : il reste beaucoup à faire, selon le général Bisengimana. Le commissaire général de la police nationale congolaise, le général Charles Bisengimana, a reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire en ce qui concerne la réforme de la police. Il s'est toutefois réjoui des avancées déjà réalisées dans ce domaine. Les différents partenaires engagés dans ce processus se sont réunis mercredi 10 septembre à Kinshasa au cours de la 9^e réunion du comité de suivi de la réforme de la police.

Ebola: Félix Kabange satisfait de l'autorisation de l'OMS d'utiliser le sérum expérimental. Le ministre congolais de la Santé, Félix Kabange Numbi, se félicite de la décision de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) d'autoriser l'utilisation des « sérums des convalescents » pour le traitement contre l'épidémie d'Ebola. Il affirme que ce traitement avait déjà été expérimenté en 1995 en RDC et avait permis de soigner des malades atteints du virus d'Ebola.

Ituri: échec de la tentative de négociations pour la reddition de Cobra Matata. Le chef de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), Cobra Matata, n'a pas répondu mercredi 10 août au rendez-vous fixé aux autorités coutumières de la collectivité de Walendu-Bindi, qui espéraient sa reddition pacifique. Selon le chef de cette collectivité, le chef milicien pose des préalables avant de se rendre. Il veut notamment être amnistié et élevé au grade de général au sein des FARDC. L'échec de cette tentative de négociation fait craindre le lancement des frappes militaires contre cette milice qui insécurise cette partie de la Province Orientale depuis plusieurs années.

Les deux parties se sont fixées rendez-vous dans le groupement Bukiringi. Les chefs coutumiers ont attendu la délégation de la FRPI plusieurs heures durant, en vain. (Radio Okapi)

Goma: des acteurs de la société civile s'opposent à la révision de la constitution. Des représentants de la société civile de Kinshasa, du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de la Province Orientale se disent opposer à toute tentative de révision de la constitution en RDC. Ils ont publié une déclaration mercredi 10 septembre à Goma, en marge de la consultation nationale autour du suivi et de l'évaluation de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba.

RDC : le signal de Startimes a été coupé. Le signal de l'opérateur de télédistribution Startimes est coupé depuis lundi 8 septembre suite à la décision du gouvernement de suspendre la licence de cet opérateur. Dans une déclaration à la presse ce mardi à son siège, Startimes souligne que sa décision fait suite à la mesure conservatoire prise la veille par les ministres des Médias et porte parole du gouvernement, ainsi que son collègue de Postes, télécommunication et Nouvelle technologie de l'Information et de la communication. Entre-temps, des tractations se poursuivent entre Startimes et l'autorité de tutelle. Une délégation de Startimes a présenté mardi officiellement des excuses au ministre des postes télécommunication et nouvelles technologie. Elle s'est aussi enquis des formalités à remplir pour la reprise du signal. Tout en confirmant que la société opère suivant la législation actuellement en vigueur, Startimes dit croire fermement que le gouvernement congolais et les lois congolaises protégeront les droits des investisseurs étrangers et les droits de ses clients. La firme

chinoise assure par ailleurs à ses clients qu'ils ne subiront pas de pertes pour les crédits achetés. Ces derniers seront reportés selon la date du rétablissement du signal, a-t-elle assuré. (Radio Okapi)

Katanga : les écoles d'enseignement général muées en écoles techniques peinent à fonctionner. Une soixantaine d'écoles publiques d'enseignement général de la province éducationnelle Katanga III ont été transformées en écoles techniques sur décision du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP). Plusieurs mois après cette décision, la synergie des syndicats d'enseignants exprime la difficulté à trouver un personnel qualifié ainsi que les équipements et infrastructures appropriés, à Kalemie notamment. De son côté, l'inspection provinciale assure que le gouvernement a pris toutes les dispositions.

RDC : le député Jean-Bertrand Ewanga condamné à 12 mois de prison ferme. La Cour Suprême de justice a condamné jeudi 11 septembre le député de l'opposition Jean-Bertrand Ewanga à 12 mois de prison ferme pour offense au chef de l'Etat Joseph Kabila mais aussi pour outrage au président des deux chambres du parlement et au Premier ministre Matata Ponyo. Le secrétaire général de l'UNC avait été arrêté le 5 août dernier au lendemain d'un rassemblement de l'opposition tenu à la place Sainte Thérèse de N'djili dans l'est de Kinshasa. C'est au cours de ce meeting que Jean-Bertrand Ewanga avait tenu les propos qui ont conduit à sa condamnation.

Vital Kamerhe : «Il n'existe aucune infraction qualifiée d'offense au chef de l'Etat». Le président de l'Union par la nation (UNC), l'opposant Vital Kamerhe, affirme qu'il n'existe aucune infraction dans le code pénal congolais qui soit qualifiée d'offense au chef de l'Etat. Le secrétaire général de son parti, le député Jean-Bertrand Ewanga, est en effet jugé par la Cour suprême de justice, siégeant en tant que Cour de cassation, pour ce délit ainsi que pour discrimination raciale et tribale. Au cours d'un point de presse jeudi 11 septembre à Kinshasa, Vital Kamerhe a dénoncé un procès politique, le délit d'offense au chef de l'Etat n'apparaissant nulle par dans le code pénal congolais, selon lui.

Mbandaka : toujours pas de cours à l'Université depuis 3 mois. Les activités restent paralysées depuis environ 3 mois à l'Université de Mbandaka (Unimba), les étudiants de la faculté de médecine organisant un sit-in, nuit et jour, pour empêcher tout accès à cet établissement et la tenue des enseignements. Ils exigent le limogeage du recteur intérimaire et du comité de gestion, auxquels ils reprochent notamment d'avoir fait appel à des enseignants peu qualifiés pour dispenser les cours. La société civile locale, quant à elle, dénonce la passivité des autorités congolaises dans cette affaire.

Des experts de l'Ipad réfléchissent l'avenir du gaz et du pétrole en RDC. Des acteurs du secteur industriel africain débattent depuis jeudi 11 septembre sur des mécanismes de gestion de l'exploitation des hydrocarbures en République démocratique dans le cadre de la 3e conférence sur le pétrole et le gaz organisée par l'Infrastructure et partenariat pour le développement en Afrique (Ipad). Ils vont réfléchir sur l'avenir du pétrole et du gaz en RDC. Cette rencontre est aussi une opportunité donnée aux entreprises du secteur des hydrocarbures pour exposer leurs produits et attirer les investisseurs. Pour le ministre congolais des Hydrocarbures, Crispin Ata Matabe, les ressources telles que le pétrole et le gaz sont porteurs de la croissance pour l'avenir de la RDC. «L'effort que nous faisons c'est pour attirer plus d'investisseurs à découvrir la RDC et à venir avec des moyens pour que le partenariat gagnant-gagnant s'établisse avec les privés. » Pour arriver à attirer ces investisseurs, a indiqué le ministre, la RDC devrait « avoir une loi pour garantir une gestion orthodoxe du secteur ». « Cela permettra de promouvoir l'exploration et aboutir à la production. Tant qu'on n'aura pas produit, il ne faudra pas espérer des recettes », a ajouté le ministre congolais. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : enterrement à Bukavu des trois religieuses italiennes assassinées au Burundi. Les dépouilles des trois religieuses italiennes de la congrégation des Xavériens, assassinées dimanche dernier au Burundi, ont été portées en terre jeudi 11 septembre à Panzi, dans la commune d'Ibanda, à Bukavu (Sud-Kivu). Plusieurs membres de cette congrégation, consacrés comme novices, venus d'Uvira, de Bukavu, et même de Bujumbura au Burundi voisin ont assisté à cet enterrement. Les participants ont notamment honoré le service missionnaire des défuntes dans cette région, depuis leur arrivée jusqu'à ce jour où elles ont été surprises par cette mort brutale.

Vendredi 12 septembre.

Révision de la constitution: des jeunes de l'opposition mettent en garde la majorité. Les sections de jeunesse de plusieurs partis de l'opposition congolaise mettent en garde la Majorité présidentielle contre toute tentative de révision de la Constitution. Dans une déclaration publiée jeudi 11 septembre à Kinshasa, le regroupement de jeunes de l'UDPS, de la MPP, de l'UNC, de l'Ecide et du Pareco notamment préconise un dialogue franc entre les forces politiques du pays pour résoudre ce qu'ils qualifient de «crise de légitimité au sommet de l'Etat».

RDC: le Registre de commerce et du crédit mobilier entre en vigueur. Le Registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) entre en vigueur ce vendredi 12 septembre, et celui du registre de commerce (NRC) qui a perdu sa valeur juridique en RDC. Les sociétés commerciales et les opérateurs économiques sont invités à s'inscrire à ce nouveau document de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Ohada) qui permet aux investisseurs de disposer d'un même cadre légal et des mêmes instances d'arbitrage en cas de conflit.

Equateur : Martin Kobler visite le centre d'entraînement de Kotakoli. Le chef de la Monusco, Martin Kobler, a visité jeudi 11 septembre le centre d'entraînement commando de Kotakoli, transformé momentanément en centre de transit et de regroupement des ex-combattants issus des groupes armés de deux Kivu. Le représentant spécial de Ban Ki-moon en RDC est allé se rendre compte des conditions de vie de ces ex-miliciens transférés il y a une année dans ce centre situé dans la province de l'Equateur.

Nord-Kivu: toujours pas de rentrée scolaire dans une cinquantaine d'écoles. Cinq jours après la rentrée scolaire officielle, environ une cinquantaine d'écoles primaires et secondaires n'ont toujours pas repris les cours. Selon un rapport du bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) publié mercredi et parvenu vendredi 12 septembre à Radio Okapi, les infrastructures de ces écoles ont été soit détruites, soit endommagées lors des opérations militaires contre les rebelles de l'ADF, et d'autres encore restent occupées par les forces loyalistes.

Bunia : arrêt de travail au tribunal de grande instance. Un arrêt de travail a été observé jeudi 11 septembre au Tribunal de grande instance de l'Ituri à Bunia (Province Orientale). Tous les greffiers de cette instance judiciaire ont refusé de travailler pour contester l'arrestation d'un de leurs collègues. Des sources proches du palais de la justice à Bunia indiquent que le greffier arrêté est poursuivi par le parquet pour avoir exécuté la vente publique d'une maison qui a engendré des contestations. Le parquet lui reproche d'avoir vendu un bien qui ne lui appartient pas. Une accusation que ses collègues n'approuvent pas et indiquent que le greffier n'a agi que sur ordre du président du tribunal. Les grévistes pensent qu'il revient au président du tribunal et à lui seul, commanditaire de la vente de répondre à toutes les préoccupations du parquet. De son côté, le président du tribunal de grande instance à Bunia, sans faire des commentaires, minimise l'affaire et la qualifie « d'incident très mineur ». Le greffier arrêté, a été relâché le même jeudi dans l'après-midi, et ses collègues ont repris le chemin du travail ce vendredi matin. (Radio Okapi)

Affaire Ewanga : la défense promet de recourir à d'autres instances. Après la condamnation à 12 mois de prison ferme du député et secrétaire général de l'Union pour la nation (UNC), Jean-Bertrand Ewanga, son conseil promet de recourir à d'autres instances pour inconstitutionnalité et incompétence. Jean-Bertrand Ewanga a été reconnu coupable, par la Cour suprême de justice, siégeant en tant que Cour de cassation, d'offense au chef d'Etat, aux membres du Parlement et du gouvernement.

Mbuji-Mayi: les vendeurs de carburant gèlent leur stock. Les dépôts de vente du carburant n'ont pas ouvert vendredi 12 septembre dans la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Leurs propriétaires protestent contre la Direction provinciale de recettes (DPR) qui a bloqué une dizaine de leurs camions citernes au péage de Tshibombo.

Sud-Kivu: 72 cas de cholera enregistrés dans la zone de santé de Ruzizi. Environ 72 cas de cholera dont un décès ont été enregistrés, en trois semaines, dans la zone de santé de la Ruzizi, dans la cité de Sange, située à plus de 70 km au Sud de la ville de Bukavu (Sud-Kivu). L'infirmier superviseur en charge des soins curatifs dans cette zone de santé, David Kalekono, a livré ces chiffres jeudi 11 septembre dans un entretien avec les journalistes. Il a indiqué que les patients sont pris en charge à l'Hôpital général de la Ruzizi, grâce à l'appui de l'ONG Médecin sans frontières Hollande et Médecins de l'Afrique. Selon, David Kalekono, ces cas de cholera proviennent des localités de Ndunda, Sange et Mikamba, où les habitants peinent à s'approvisionner en eau potable. (Radio Okapi)

RDC : 4 entreprises se disputant une cargaison de bois en procès. Le tribunal de commerce de Matadi, dans la province du Bas-Congo, siège depuis jeudi 11 septembre pour statuer l'affaire de la cargaison des grumes Wenge dont quatre entreprises réclament la propriété. Il s'agit de soixante et un conteneurs contenant 584 grumes entreposés au port de Matadi. Cette affaire a été rendue publique par un communiqué de la coalition nationale contre l'exploitation illégale de Bois le 26 août dernier à Kinshasa. Elle avait dénoncé la présence de 61 conteneurs de bois illégal prêt à quitter le port de Matadi pour la Chine sans disposer des documents requis notamment le certificat phytosanitaire, ni le PV d'emportage de la direction de contrôle et de vérification interne, un service technique du ministère de l'environnement. Selon cette coalition, ces conteneurs de grumes avaient d'abord quitté la

province du Bandundu pour Kinshasa sous le nom de l'entreprise Terco. Ils ont été saisis pour la première fois par le parquet général de Kinshasa. Ces conteneurs ont ensuite quitté la capitale pour Matadi au nom de l'entreprise NTK service. Selon une source anonyme, des militaires armés ont fait intrusion dans les entrepôts du parquet pour ravir cette cargaison et permettre son acheminement à jusqu'au port de Matadi. Une fois arrivés au port, ces conteneurs ont de nouveau été saisis, sur requête de la société Tala-Tina. Celle-ci se réclamant propriétaire de la forêt où la coupe a eu lieu. Cette fois là, c'est le Tribunal de grande instance (TGI) de Matadi qui a saisi les 61 conteneurs. Pendant que le TGI de Matadi instruisait le dossier, une autre entreprise, Homimex, s'est présentée pour réclamer à son tour la propriété de cette cargaison. Le verdict est donc attendu prochainement. La coalition nationale contre l'exploitation illégale de bois se dit étonnée de « la passivité, l'incapacité ou une complicité » du ministère en charge de l'environnement dans cette affaire. (Radio Okapi)

Samedi 13 septembre.

Kinshasa : le gouvernement provincial interdit une marche de l'opposition. Le ministre provincial de l'Intérieur de Kinshasa, Emmanuel Akweti, a indiqué vendredi 12 septembre que le gouvernement provincial n'a pas pris acte de l'organisation d'une marche de l'opposition prévue ce samedi. L'hôtel de ville de Kinshasa demande à la formation politique qui en a fait la demande de la programmer à une date ultérieure. Selon Emmanuel Akweti, un meeting de l'opposition ayant déjà été prévu le même jour, le gouvernement estime qu'il serait difficile d'encadrer correctement les deux activités.

RDC: la Ceni annonce la tenue des élections dans le délai constitutionnel. Le rapporteur de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Jean-Pierre Kalamba, croit à la tenue des élections dans le délai. Dans un point de presse tenu, vendredi 12 septembre, à Kinshasa, ce cadre de la Ceni a fait allusion aux élections urbaines, municipales et locale, prévues en 2015 et à la présidentielle et aux législatives, fixées en 2016.

Equateur: un plan de contingence élaboré pour prévenir Ebola à Zongo. Le maire de la ville de Zongo, à 200 km au Nord-Est de Mbandaka (Equateur), Michel Siazio, a élaboré, jeudi 11 septembre, un plan de contingence pour prévenir le virus d'Ebola. Il a affirmé que cette fièvre hémorragique n'y est pas présente dans son entité, mais que la position de celle-ci s'y prête. Zongo est à cheval entre les deux foyers de l'actuelle épidémie, à savoir les 4 pays de l'Afrique de l'Ouest et l'aire de santé de Djera (Equateur).

Kisangani: début d'évacuation des expulsés de Brazzaville vers leurs milieux d'origine. Le gouvernement de la Province Orientale a débuté, vendredi 12 septembre, l'opération d'évacuation des expulsés de Brazzaville vers leurs milieux d'origine. La première vague d'évacuation a concerné quatre personnes à destination de Bunia, en Ituri et huit pour Isiro. Les autres étaient absents au moment de l'embarquement. Avant de prendre place à bord du bus affrété par le gouvernement provincial, chacun des expulsés a reçu un petit kit d'insertion.

Province Orientale: la circulation est à nouveau fluide sur la route Kisangani-Yangambi. La circulation est, depuis quelques jours, redevenue fluide sur la route Kisangani-Yangambi (Province Orientale), après la construction d'un nouveau pont sur la rivière Lotuli, au Point Km 61 par le Projet d'entretien des pistes au Congo (Prepico). Les deux parties de la rivière Lotuli sont à nouveau reliées, trois ans après l'effondrement d'un autre pont à la suite d'un accident d'un véhicule qui transportait plus de 20 tonnes de riz.

Katanga: un garde violé par 18 creuseurs clandestins dans la concession TFM. Un homme affecté à la garde de la concession de l'entreprise minière Tenke Fungurume mining (TFM) a été violé dans la nuit de vendredi à samedi 13 septembre par un groupe des 18 creuseurs clandestins à Tenke à une vingtaine des kilomètres de Fungurume. Un des présumés violeurs est aux arrêts.

Sud-Kivu: la milice Raïa Mutomboki tue un officier des FARDC à Lugungu. Les Maï-Maï Raïa Mutomboki du groupe Sisawa ont attaqué vendredi 12 août tôt le matin une position des FARDC dans la localité de Lugungu située à 36 km au nord de Shabunda-centre. Un capitaine des FARDC a été tué, a indiqué le commandant du 1010e régiment, ajoutant que ses troupes ont réussi à repousser les assaillants à Chombi.

Beni: le général Muhindo Akili, un nouveau commandant de l'opération «Sokola». Jusque-là dirigée par le commandant de la 8e région militaire, l'opération «Sokola», visant le désarmement des rebelles ougandais des ADF actifs dans le territoire de Beni, a désormais son commandant. Il s'agit du général de brigade Muhindo Akili Mundosi, désigné par le chef de l'Etat. L'information a été livrée

samedi 13 septembre à radio Okapi par le porte-parole des FARDC au Nord-Kivu, le colonel Olivier Hamuli.

Kinshasa: Vital Kamerhe dénonce la dispersion de la marche de l'opposition. Les dirigeants des partis politiques de l'opposition dénoncent «la brutalité» avec laquelle les forces de l'ordre dispersent les manifestations publiques en RDC. Selon eux, l'intervention de la police contre la marche prévue samedi 13 septembre à Kinshasa a fait des arrestations et des personnes blessées. L'un de ces leaders, Vital Kamerhe, président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) dit protester contre cette attitude et demande aux autorités de respecter les dispositions constitutionnelles relatives aux manifestations publiques. Intervenant sur Radio Okapi samedi dans la soirée, Vital Kamerhe a déclaré: «Nous avons écrit au gouverneur de la ville conformément à la loi relative aux manifestations en date du 4 septembre pour protester contre la révision de la constitution. Et aujourd'hui, ils ont mis un dispositif de la police dans tous les coins. Malgré ça, ils ont été mis en échec par la population au niveau de l'hôtel Memling. C'est à ce moment là qu'on a lâché des bombes lacrymogènes et des balles réelles.» Concernant le bilan de cette journée, l'opposant a indiqué que les évaluations étaient encore en cours. «Mais, nous devons être honnêtes : il y a eu un blessé grave que moi j'ai vu personnellement au niveau de l'hôtel Memling», a-t-il poursuivi. Pour le leader de l'UNC, pareille brutalité n'aide pas le pays à aller de l'avant. La marche de l'opposition n'a pas eu lieu comme prévu ce samedi à Kinshasa. Quelques militants qui ont tenté de se regrouper au centre-ville de Kinshasa ont été dispersés par les policiers qui ont quadrillé, tôt le matin, la Place Gare centrale, le lieu où la marche devait débiter. Un dispositif important a été déployé depuis tôt le matin aux environs du boulevard du 30 juin pour empêcher cette manifestation. Le ministre provincial de l'Intérieur de Kinshasa, Emmanuel Akweti, a affirmé n'avoir pas autorisé la tenue de cette marche pour des raisons d'organisation. (Radio Okapi)

Ituri: un éboulement fait 8 morts dans la carrière d'or de Kobu. Huit personnes sont mortes dans un éboulement de terre vendredi 12 septembre aux environs de 13 heures locales dans une carrière d'exploitation artisanale d'or à Kobu, village situé à environ 60 kms au nord de Bunia (Province Orientale). Le chef du groupement Tshudja a décidé ce matin d'interdire tout accès de creuseurs artisanaux dans la carrière de Jukpa. Des témoins rapportent que des victimes se trouvaient à plus de 16 mètres de profondeur en quête d'or. A la surface de la terre, deux de leurs collègues étaient respectivement chargés de surveiller la motopompe et de faire la cuisine. Ce sont les seuls rescapés, qui sont sortis indemnes de cet accident.

Dimanche 14 septembre.

Dialogue Entre Congolais Journal Français Journal des sports Journal Lingala Journal Swahili Journal Tshiluba. L'ONG Global Witness a appelé jeudi 11 septembre à Kinshasa la société pétrolière britannique Soco à se retirer «pour de bon» du parc national des Virunga, en RDC. Cette association rappelle l'engagement pris en juin dernier par Soco à n'entreprendre aucune activité d'exploitation pétrolière sur ce site du patrimoine mondial de l'Unesco. Contacté par l'AFP, Soco indique qu'elle n'avait «plus aucune présence opérationnelle en RDC» depuis le 30 août 2014. Après une intense mobilisation locale et internationale, Soco s'est engagée au mois de juin dernier «à n'entreprendre ou commander aucune activité d'exploration ou de forage à l'intérieur du Parc national des Virunga.» Cela, à moins que l'Unesco et l'Etat congolais ne conviennent que de telles activités ne sont pas incompatibles avec le statut du patrimoine mondial. Global Witness déplore ce qu'elle qualifie d' «ambiguïté» de cette déclaration qui, selon cette ONG internationale, «laisse la porte ouverte à une dé-classification partielle ou totale du parc». L'ONG demande à Soco de «s'engager à ne mener aucune activité d'exploration pétrolière à l'intérieur des limites actuelles du parc», comme l'a fait avant elle la société française Total. Contactée par l'AFP, Soco a indiqué dans un e-mail que sa position exprimée en juin n'avait «pas changé». (Radio Okapi)

Trafic d'enfants : la DGM démantèle un réseau dirigé par un citoyen américain. M. Samuel Jessy, un citoyen américain résidant en République démocratique du Congo est impliqué dans un réseau de trafic d'enfants. La Direction générale de migration (DGM) l'a révélé samedi 13 septembre dans une déclaration à la presse. Selon le directeur adjoint de la police des frontières à la migration, Bonaventure Ibanda, cet Américain collabore avec un Congolais vivant aux Etats-Unis, Gauthier Mukoko.

Kinshasa: Jean-Claude Mvuemba « consterné » par la condamnation du député Ewanga. Le Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR) de Jean-Claude Mvuemba se dit consterné par la condamnation du député Jean-Bertrand Ewanga condamné à 12 mois de prison ferme. Dans une déclaration faite samedi 13 septembre à la presse, le MPCR dénonce le mauvais traitement réservé aux députés nationaux qui ne sont plus protégés.

Nord-Kivu : le PNLIS assurera désormais la prise en charge médicale des PVV. Après le désengagement de l'ONG Heal Africa, la coordination du Programme national de lutte contre le VIH sida (PNLS) assure les personnes vivant avec cette maladie (PVV) d'une prise en charge médicale aux antirétroviraux (ARV). Le coordonnateur de cette structure, le Dr Adolphe Gashinge l'a annoncé vendredi 12 septembre à Nyamilima.

Equateur : les Nations unies se mobilisent contre le virus Ebola. Les Nations unies se mobilisent pour lutter contre l'épidémie à virus Ebola dans la Tshuapa. Outre le pont aérien établi entre Mbandaka et Boende par la Monusco, le Programme alimentaire mondial (PAM) et Aviation sans frontières (ASF), les autres agences des Nations unies et d'autres humanitaires apportent des vivres, médicaments et matériels de santé aux malades, aux prestataires de santé et à la population des localités mises en quarantaine dans la zone infectée par la fièvre hémorragique.

Katanga : 2 morts dans une attaque des Maï-Maï à Malemba Nkulu. Deux personnes ont été tuées lors de l'attaque des miliciens Maï-Maï vendredi 12 septembre dans la localité située à plus de 300 kilomètres au Nord-Est de Kamina (Katanga). La société civile qui a livré cette information a indiqué que trois autres personnes ont été prises en otage et plus de dix maisons ont été incendiées.

Bunia : la Monusco équipe la Clinique de Mahagi en matériel sanitaire. La Monusco a équipé la clinique communautaire de Mahagi (Province Orientale) en matériel de santé pour assurer une bonne prise en charge médicale des malades. Le chef de bureau de la Mission des Nations unies en RDC, M'hand Ladjouzi, l'a affirmé vendredi 12 septembre à Bunia. Parmi ce matériel, on dénombre notamment des tables opératoires, des tables d'accouchement, des réfrigérateurs et un microscope.

RDC: le Parlement va se pencher sur la révision de la constitution. La plénière consacrée à l'ouverture de la session de septembre doit intervenir lundi 15 septembre au Palais du Peuple de Kinshasa. Durant cette session budgétaire, selon des sources parlementaires, plusieurs questions politiques seront aussi examinées. Il s'agit notamment du projet de révision de la constitution de la RDC. Cette reprise du travail des parlementaires intervient au moment où l'opposition et plusieurs organisations de la société civile notamment dénoncent toute initiative de la révision constitutionnelle.

Ituri: des Congolais expulsés ou retournés de l'Ouganda en détresse à Tchomia. Huit cent Congolais expulsés de l'Ouganda fin août dernier ont besoin d'une assistance humanitaire dans la collectivité secteur de Bahema Sud en Ituri (Province Orientale), a annoncé dimanche 14 septembre le médecin chef de zone de santé de Tchomia. Ces personnes, regroupées dans 221 ménages, avaient trouvé refuge en Ouganda au début de cette année suite aux exactions des miliciens de la Force de résistance patriotiques de l'Ituri (FRPI) de Cobra Matata dans cette collectivité du territoire d'Irumu.

RDC: Joseph Kabila gracie le pasteur Kutino. Le chef spirituel de l'église Armée de Victoire, Kutino Fernando, est désormais libre, au terme d'une ordonnance portant «mesure individuelle de grâce» promulguée dimanche 14 septembre par le président Joseph Kabila. Il bénéficie ainsi de la «remise totale de la peine restant à purger», soit trois ans. Kutino Fernando avait été condamné pour détention d'armes et munitions de guerre et tentative de meurtre.

Nouveau bilan du virus Ebola: 39 morts à Djera. La situation de l'épidémie à virus Ebola au 13 septembre se présente comme suit: sur les 66 cas, il y a 24 confirmés, 26 probables et 16 suspects. 39 décès sont enregistrés dont 8 personnels de santé à Djera dans le territoire de Boende (Equateur), selon le ministère de la Santé publique. Au total, 626 personnes ont été en contact avec les malades depuis le début de l'épidémie, dont 342 déjà sorties et 284 qui sont suivies actuellement. Les 5 cas suspects dans la ville de Lisala se sont révélés négatifs. Par ailleurs, le ministère de la Santé confirme la rentrée scolaire pour ce lundi 15 septembre dans cette partie de la province de l'Equateur. (Radio Okapi)

Lundi 15 septembre.

La Monusco menace à nouveau les groupes armés réfractaires. Le commandant de la Force de la Monusco, le général Dos Santos Cruz, a réitéré samedi 13 septembre la détermination des troupes de la mission onusienne en RDC à continuer de traquer, aux côtés de l'armée congolaise, les groupes armés réfractaires au processus de Désarmement, démobilisation, et réinsertion (DDR III) mis en place par le gouvernement congolais. Pour lui, tous les groupes armés affichent des comportements criminels, marqués par des pillages, des vols, et autres exactions contre les populations civiles. Il a rappelé que les troupes de la Mission onusienne (Monusco) opèrent en RDC, en vertu de la résolution 2187 du Conseil de sécurité des Nations unies, «pour améliorer la situation et ramener la paix.» Cette résolution assigne à la Monusco la mission de contribuer notamment à la restauration de l'autorité de l'État dans les zones sorties de conflit et à la protection des populations civiles. (Radio Okapi)

Katanga : incendie du bureau de la zone de santé de Dilolo. Le bureau central de la zone de santé de Dilolo, dans le Katanga, a brûlé dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 septembre. Selon le médecin chef de zone de santé, tout le stock de vaccins ainsi qu'un important matériel a brûlé. Cet incendie tombe d'autant plus mal que, dans une semaine, une campagne de vaccination est prévue dans les vingt aires de cette zone de santé. Selon les premiers résultats d'enquête, l'incendie serait parti d'un réfrigérateur.

Kindu : pas de rentrée scolaire dans les nouvelles écoles. Les trois écoles nouvellement construites par le gouvernement de la République dans la ville de Kindu (Maniema) n'ont toujours pas ouvert leurs portes, une semaine après la rentrée scolaire officielle. Ces écoles possèdent pourtant des bâtiments neufs, construits dans le cadre de « mille écoles » du gouvernement dénommé Projet de Réhabilitation et reconstruction des infrastructures scolaires (PRRIS). Les trois écoles construites par le gouvernement sont : Ecole primaire Kakozi ; Ecole primaire Mwinyi ; Ecole primaire Tchomba. La construction et l'équipement de ces écoles sont achevés mais des milliers d'élèves continuent à étudier dans des conditions difficiles dans des anciens bâtiments des écoles voisines qui manquent de pupitres. A l'EP Kakozi par exemple, les clefs des nouveaux bâtiments ne sont pas encore disponibles, affirme le directeur de cette école de 12 classes et qui accueille près de 450 élèves.

RDC: ouverture de la session parlementaire de septembre 2014. Les parlementaires ont repris, lundi 15 septembre, le chemin de l'hémicycle du Palais du peuple, à Kinshasa. Cette session budgétaire sera également consacrée à la mise en place de la Commission nationale des droits de l'homme et de la Cour constitutionnelle destinée à juger de la constitutionnalité des lois, des actes ayant force de loi, des édits et des règlements intérieurs des chambres parlementaires. La Cour constitutionnelle devra recevoir des recours en interprétation de la Constitution et tranchera des conflits de compétences entre les pouvoirs législatifs et exécutifs. Dans ses compétences, la cour Constitutionnelle est également la juridiction pénale du président de la République et du Premier ministre. Des sources parlementaires renseignent que la session de septembre va également examiner le projet de révision de la constitution de la RDC. Ce projet, adopté par le conseil des ministres en juin dernier, a été déposé au bureau de l'Assemblée nationale peu avant la clôture de la session de mars. Cette révision, conformément à la demande du gouvernement, concerne la loi électorale dont le mode de scrutins sénatorial, provincial, des gouverneurs. D'un côté, il y a ceux qui veulent que tous ces scrutins se passent au suffrage indirect; et de l'autre, ceux qui souhaitent que les députés provinciaux soient toujours élus au suffrage direct. Cette question continue de diviser la classe politique congolaise. Selon les partisans de la révision, cette initiative est constitutionnelle aussi longtemps qu'elle ne touchera pas les articles verrouillés, ceux qui sont irréformables. D'autres par contre soupçonnent la Majorité au pouvoir de vouloir ouvrir une brèche qui conduirait à la révision des articles verrouillés dont le 220 qui empêche notamment à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat présidentiel. Un groupe d'organisations de la société civile congolaise condamne également «les manœuvres du pouvoir en vue de la révision des articles intangibles de la constitution.» Il s'agit entre autres de la Ligue des électeurs, La Voix des Sans Voix (VSV), la Nouvelle Société civile du Congo (NSCC) et le Conseil de l'apostolat des laïcs. Ces structures ont livré leur position au cours d'un point de presse tenu ce week-end au siège de la VSV à Kinshasa. Ces ONG ont par ailleurs lancé un appel à tous pour décourager toute nouvelle initiative de révision ou de changement de la constitution. (Radio Okapi)

Maniema: plaidoyer pour une agriculture écologique à Katakoto. Un séminaire de formation sur les techniques de l'agriculture écologique s'est clôturé dimanche 14 septembre à Katakoto, à 7 km de Kindu au Maniema. Le chef du Projet de lutte contre la destruction de l'environnement, Didier Ilunga, explique pourquoi cette formation a été organisée: «Nous avons constaté une baisse sensible de la production agricole et un nomadisme agricole: le fait pour les paysans d'exploiter des terres de manière désordonnée - une terre cette année, une autre l'année prochaine et un éloignement progressif des terres arables – et tout cela, avec une destruction scandaleuse de l'environnement.» Cette destruction de l'écosystème, selon lui, entraîne des perturbations climatiques et des conséquences néfastes sur le travail même du paysan. C'est en fonction de ces facteurs que ce projet a été mis en œuvre «en vue d'aider ces communautés, qui ont déjà un accès difficile à la terre ; les amener à mener une recherche – action pour adopter des techniques agro-écologiques.» Ces techniques, a expliqué Didier Ilunga, sont de nature à permettre aux paysans de «produire plus, mais également de protéger l'environnement, de garantir une durabilité de la fertilisation de leurs terres, moyennant de moyens tout à fait biologiques, naturels, et à préserver quelques forêts.» Ce séminaire a été organisé pendant trois jours par l'ONG Uwaki Maniema, en collaboration avec Christian Aïd. (Radio Okapi)

DC: le pasteur Kutino libéré. Au lendemain de l'annonce de la grâce présidentielle qui lui a été accordée, le pasteur Fernando Kutino a été libéré ce lundi 15 septembre. Depuis la matinée, de

nombreux fidèles de son Eglise s'étaient rendus au centre hospitalier Nganda où le pasteur était soigné depuis août 2013 à la suite d'un accident vasculaire cérébral dont il a été victime alors qu'il purgeait sa peine à la prison de Makala. Les autorités pénitentiaires attendaient un arrêté du ministre de la Justice pour exécuter l'ordonnance présidentielle et procéder à sa libération.

Journée de la démocratie : les jeunes appelés à combattre l'injustice. Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-Moon, invite les jeunes à combattre l'injustice, la discrimination, les atteintes aux droits de l'homme ainsi que l'apologie de la haine. Il a lancé cet appel à l'occasion de la journée internationale de la démocratie, célébrée le 15 septembre de chaque année.

Léon Kengo: «Les dispositions intangibles constituent le socle de l'architecture constitutionnelle». L'agenda de la session parlementaire de septembre ouverte ce lundi 15 septembre prévoit l'examen du projet de loi relatif aux élections des députés provinciaux qui, aux dires du président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, appelle au préalable une révision constitutionnelle. Le président du Sénat, Léon Kengo, a appelé au respect des dispositions intangibles de la constitution qui sont, selon lui, le « socle de toute l'architecture constitutionnelle ».

Sud-Kivu : 147 cas de cholera enregistrés en 2 semaines à Baraka et Kazimiya, 2 décès. Cent quarante-sept cas de cholera dont deux décès ont été enregistrés en deux semaines dans les cités de Baraka et Kazimiya dans la zone de santé de Fizi au Sud-Kivu. Le médecin chef de zone, Dr Asende Ehebelo qui a livré cette information dimanche 14 septembre indique que la cause principale est le manque d'eau potable.

Nord-Kivu: 700 cas du paludisme enregistrés à Nyabiondo. Seize personnes sont décédées, depuis trois semaines, du paludisme sur les 700 cas enregistrés en quatre mois dans le centre de santé de Nyabiondo, dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Le médecin-directeur de l'Hôpital de référence de Nabiondo, docteur Placide Ngango Kubuya, a livré ces chiffres, lundi 15 septembre. Il a indiqué que son établissement enregistre, chaque semaine, au moins un mort dû au paludisme. Les segments de la population les plus touchés sont constitués des femmes et des enfants de 0 à 5 ans.